

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

19 Mai 2011
19 ماي 2011

M. El Yazami préside à Genève l'Assemblée Générale du Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme

Mercredi, 18 Mai 2011 13h18 |   



M. Driss El Yazami, président du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) a présidé, mardi au Palais des Nations à Genève, l'Assemblée Générale du Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (RINADH) dont le CNDH assure la présidence depuis 2009.

S'exprimant à cette occasion, M. El Yazami a indiqué qu'au cours de l'année écoulée, le Réseau a accompli son travail dans divers domaines, notamment en matière de renforcement des capacités des INDH membres et ce à travers l'organisation de plusieurs ateliers régionaux et sous-régionaux de formation à l'intention des commissaires et membres du personnel des INDH membres du Réseau.

Il a précisé à ce propos que des analyses et des évaluations des lacunes visant à identifier et à corriger les faiblesses au sein des Institutions Nationales des Droits de l'Homme ont été menées pour trois institutions nationales, celles de la Côte d'Ivoire, de Mauritanie et du Nigeria en vue de leur permettre de mieux se conformer aux Principes de Paris.

Le Réseau, a-t-il poursuivi, a aussi rapproché les INDH des mécanismes régionaux des droits de l'homme à travers différents séminaires et ateliers au cours desquels les deux parties ont discuté de leur collaboration dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

M. El Yazami a signalé que ces réalisations n'ont pas été accomplies sans difficulté, précisant que le premier défi est lié au manque de financement qui empêche le secrétariat du Réseau de

répondre de manière efficace aux besoins de ses membres, un problème dû en partie, selon lui, au fait que certains membres du Réseau ne s'acquittent pas de leurs obligations vis-à-vis du Réseau.

L'autre défi, consiste en la consolidation de la paix et de la démocratie, a dit le président du CNDH, notant toutefois que les nombreuses élections qui ont eu lieu à travers l'Afrique sont une indication claire que le continent est engagé dans un processus irréversible vers la libéralisation politique qui conduit à la participation et à la primauté des droits de l'Homme. Il a à cet égard averti que si ce processus vers la participation et le choix libre et démocratique n'aboutit pas, la sécurité et la paix sont en danger.

M. El Yazami a relevé que la plupart des Institutions nationales des droits de l'homme en Afrique sont encore à l'étape naissante et se doivent de gagner la confiance non seulement des personnes pour lesquelles elles travaillent, mais également d'autres organisations de défense des droits de l'homme et des gouvernements.

La marche vers un continent caractérisé par les droits de l'homme et l'Etat de droit est longue et pleine d'embûches mais nous pourrions y arriver par l'adoption d'une approche constructive de partenariat et de collaboration entre les acteurs concernés, a-t-il conclu.

L'Assemblée Générale du RINADH, qui s'est tenue en marge de la 24ème session du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'Homme (CIC), a donné lieu à un débat qui a porté sur plusieurs questions, dont le rapport annuel sur le travail du Réseau et celui sur l'exécution du plan d'action de son secrétariat, ainsi que la discussion de la mise en œuvre du plan d'action du Réseau au titre de 2012-2014.

A cette occasion, les axes de ce plan ont été présentés. Ils consistent en le renforcement professionnel et financier du secrétariat du réseau, des capacités des INDH existantes et émergentes et des connaissances des INDH en ce qui concerne les thématiques de préoccupation de droits de l'Homme (entreprises et droits de l'Homme, prévention contre la torture, droits de l'enfant, de la femme et des personnes handicapées).

Ils portent également sur la promotion de la coopération entre les INDH et les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme.

MAP

عبد اللطيف الحموشي يفتح أبوابه للبرلمان ومجلس حقوق الإنسان

وأخيرا، لأول مرة منذ ما يزيد عن عقد من الزمان أسال خلاله مقر الإدارة العامة لمراقبة التراب الوطني الكثير من المداد، من الكتابات الصحافية إلى تقارير المنظمات الوطنية والدولية، يفتح المدير العام لمراقبة التراب الوطني عبد اللطيف الحموشي، الأربعاء 18 ماي 2011، أبواب هذه البناية في وجه الوكيل العام للملك بمحكمة الاستئناف، ورئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وكذلك رؤساء الفرق البرلمانية للغرفتين الأولى والثانية.

لأول مرة ضيوف المقر المركزي لإدارة مراقبة التراب الوطني ضيوف غير اعتياديين، لا تترصدهم خطواتهم عيون الجالس على كرسي الـ«دي. إس. تي».

ضيوف مرحب بهم، تقابلهم

الابتسام، وتفتح أبواب البناية التي كانت للجنرال العنيكري كلمة فيها، وقبله وزير الداخلية الراحل إدريس البصري، وعلابوش، وحراري وآخرون، في وجه برلمانيين ومناضلين بعضهم كانوا معتقلين سياسيين سابقين، وهذا حال الصبار، الأمين العام للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان. فحسب تصريحات مولاي الحسن الداكي، وكيل الملك بمحكمة الاستئناف في الرباط «يتفقد ميداني لمختلف مرافق هذه الإدارة وجدت الأبواب مفتوحة وتلقيت كل المساعدة، وزرت مختلف البنايات الموجودة في هذه المؤسسة»، وأضاف: «أدركت أن الأمر يتعلق بمرافق إدارية لمديرية التراب الوطني، ولم أجد أي معتقل سري تتم فيه ممارسات ضد الإنسانية أو

ماسة بالكرامة». وأكد في نفس السياق: «عثرت على مرافق رياضية ومطعم ومطبخ ومكاتب وأرشيف. لم أعثر على أي مكان قد يكون معتقلا سريا تتم فيه أية ممارسة مشينة أو غير قانونية». الأكثر من هذا ذكر أن «عمل هذه الإدارة مكن من إفشال العديد من العمليات الإرهابية». ومن المتوقع أن تصدر عن كل الضيوف غير العاديين الذين زاروا مقر الـ«دي. إس. تي» تصريحات بهذا الشأن، بما في ذلك رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وكذلك رؤساء الفرق البرلمانية للغرفتين الأولى والثانية.

فهل ستغير هذه الزيارة النظرة التي طبعت هذا المقر شهادة مختطف سياسي بعد آخر وتقريراً دولياً تلو الآخر؟

M. HAFID BENHACHEM:

Les fauteurs de troubles dans la prison de Salé veulent imposer leurs idées et leur mode de vie

Les fauteurs de troubles dans la prison de Salé voulaient, par tous les moyens, imposer leurs idées et leur mode de vie à l'administration pénitentiaire, a affirmé mardi le délégué général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Hafid Benhachem.

Ce groupe de détenus a commis «des actes de troubles, de mutinerie et de pillage», a déclaré M. Benhachem, qui était l'invité du JT du soir de la chaîne Al Oula.

Il a rappelé que l'administration pénitentiaire, avec le ministère de la Justice et le Conseil national des droits de l'Homme, avait ouvert un dialogue avec ce groupe de détenus en vue de les dissuader de mettre en exécution leurs desseins.

Il a soutenu que ce groupe de détenus, enclins à exploiter à mauvais escient le traitement civique adopté par l'administration pénitentiaire qu'ils ont pris pour un signe de faiblesse ou de laxisme, a fait peu de cas du régime pénitentiaire.

M. Benhachem a imputé à ce groupe la responsabilité de ces événements pour avoir «agressé des fonctionnaires venus rétablir l'ordre et la sécurité au sein de l'établissement pénitentiaire», ajoutant que quiconque convaincu d'avoir participé à ces actes d'agressions sera «poursuivi en justice».

Pour que pareilles situations ne se reproduisent plus, il a souligné que la stratégie de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion sera axée sur l'application du régime pénitentiaire qui place sur un pied d'égalité tous les détenus en matière de droits et obligations, sans favoritisme aucun.

FACE AUX RUMEURS, LA RÉALITÉ DES FAITS

«Il n'existe aucun centre de détention secret à Témara»

Le procureur général du Roi a constaté de visu la nature des lieux.

Il n'existe aucun centre secret de détention à Témara. C'est un siège administratif de la Direction générale de la Surveillance du territoire (DGST). C'est ce qu'a tenu à souligner, à plusieurs reprises, le procureur général du Roi près de la Cour d'appel de Rabat, Moulay El Hassan Eddaki lors d'un point de presse, après sa visite au centre. «Suite à ce qui a été diffusé par les médias sur l'éventuelle existence d'un centre secret de détention à Témara, j'ai effectué une visite de terrain suite aux instructions du ministre de la Justice pour m'assurer de la véracité de ces informations», a-t-il précisé.

Après avoir visité tous les dépendances de ce siège, le procureur général du Roi a indiqué qu'il a constaté de visu qu'il n'existe aucun signe démontrant que le siège abrite un centre secret ou un lieu qui peut être exploité pour violer les droits de l'Homme. Il s'agit, d'après ce responsable, de bureaux administratifs destinés aux fonctionnaires, des locaux pour conserver et préserver les documents ainsi qu'une école pour la formation des cadres, des locaux spor-



PH. KARTOUCH

tifs, une cuisine et un réfectoire. Le procureur général a également examiné les documents relatifs aux missions de cette administration qui a été créée en 1973. Il explique que la DGST veille à la préservation et à la protection de la sécurité intérieure de l'Etat. Depuis sa création, a-t-il tenu à relever, elle a déployé des efforts considérables dans le cadre de la lutte contre les diverses formes de la criminalité dont les cellules terroristes, les réseaux de l'immigration clandestine, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent, le braquage des banques, les kidnappings, les meurtres... La mission de cette administration,

a expliqué M. Eddaki, se limite à faire des investigations et à réunir les informations nécessaires en coordination avec certains services de sécurité internationaux amis internationaux en vue de la préparation des dossiers qui sont soumis, par la suite, aux services spécialisés de la police judiciaire ou la gendarmerie royale. Ces derniers, ajoute le Procureur général du Roi, lancent à leur tour des investigations en complément sur la base de ces informations pour présenter les mis en cause devant la justice selon les procédures juridiques en vigueur.

Jihane Gattioui
SUITE EN PAGE 2

FACE AUX RUMEURS, LA RÉALITÉ DES FAITS

«Il n'existe aucun centre de détention secret à Témara»

SUITE DE LA PAGE 1

Il a tenu à souligner que les investigations méticuleuses et minutieuses menées par cette administration dans le domaine de la lutte contre le terrorisme ont permis de déjouer plusieurs projets terroristes qui visaient à porter atteinte à la stabilité et à la sécurité de la patrie et la sécurité des citoyens. Ce qui, on s'en doute, a permis d'épargner le pays des catastrophes aux répercussions néfastes. «Sa mission ne consiste pas à détenir les accusés, mais réside dans l'investigation

et la quête des informations servant à éclairer la justice sur les personnes qui projettent de perpétrer des actes criminels», a-t-il résumé. Et d'ajouter que tous les pays sont dotés d'une telle administration pour protéger et préserver la sécurité des citoyens. Il est à noter qu'outre la visite du procureur général du Roi, d'autres visites des Représentants du conseil national des droits de l'Homme ainsi que des parlementaires des deux chambres ont eu lieu. ■

Jihane Gattioui

إلى معتقل تمارة CNDH مصدق: مستعد لقيادة الـ

هسبريس من الرباط:

Thursday, May 19, 2011

قال محمد مصدق بن خضراء لهسبريس، وهو معتقل سياسي سابق، بأنه مستعد لقيادة المجلس الوطني لحقوق الإنسان صوب معتقل تمارة السري، وجاء رد فعل محمد مصدق بعد توالي تصريحات النيابة العامة لدى استئنافية الرباط والـCNDH وكذا برلمانيين بشكل أجمع على إنكار رصد تواجد المعتقل سيء الذكر في أعقاب زيارات ميدانية لعين المكان.

وأورد بن خضراء: "في عام 1985 كنت أول معتقل يدخل معتقل تمارة وقضيت به 8 سنوات.. وبعد إطلاق سراحي عام 1993 كتبت مذكراتي تحت عنوان: قبور منسية، ونشرتها جريدة الاتحاد الاشتراكي على حلقات عام 1999"، كما أضاف محمد مصدق: "المهتمون بمجال حقوق الإنسان، ومنهم الصبار واليازمي، اطلعوا على المذكرات التي تحدثت فيها بشكل تفصيلي عن معتقل تمارة.. وبالمناسبة فإن الصبار عندما كان يرأس منتدى الحقيقة والإنصاف كان بوده نشر المذكرات بكتاب.. أما اليازمي، الذي التقيته بالقاهرة عام 2007، أكد لي أن هيئة الإنصاف والمصالحة قد اطلعت على المذكرات واعتبرت ما جاء فيها بمثابة شهادة حية لمعتقل عاش حالة الاختفاء القسري في تمارة لمدة ثمان سنوات". كما استرسل محمد مصدق وهو يورد: "قبل أسابيع قليلة نشرت جريدة المساء، قبيل اعتقال نيني، خبرا عن قرب نزول المذكرات في كتاب عنوانه (تازمارة).. والكتاب اتحدث ضمنه عن موقع إدارة الديستي وموقع معتقل تمارة الذي يقع داخل أسوار الإدارة".

ووجه نفس المعتقل السياسي السابق كلامه للزوار الرسميين لمقر ديستي تمارة يوم أمس الأربعاء وهو يردف: "تقولون في تقاريركم بأنكم لم تجدوا مكانا مستترا.. وذلك رغما عن كون استنار معتقل تمارة وسريته تعني عدم السماح لأحد، غير العاملين في الإدارة، بدخوله.. لا أن يكون متخفيا عن الأعين"، وزاد: "أود سؤال كل عاقل.. أين قضيت 8 سنوات من الاعتقال إذا لم يكن هناك وجود لمعتقل تمارة؟".

وأصر محمد مصدق على توجيه كلامه لأمين عام الـCNDH، محمد الصبار، متسائلا: "ألم تقل يا سيّ الصبّار، قبل أسابيع، لأحدهم: تعال لأدلك على مكان المعتقل؟؟.. ألم ينشر هذا الكلام في الصحف؟.. فتقاريركم حول معتقل تمارة، رغما عن تركه للباب مفتوحا أما أكثر من تفسير ومن أجل التملص لكل ما جاء فيه إذا اقتضى الأمر ذلك مستقبلا، إلا أنه يضع لأول مرة سؤالا مهما حول جدية المجلس الوطني لحقوق الإنسان ويخيب الآمال في محمد الصبار الذي عرفناه مناضلا صادقا في مجال حقوق الإنسان".

وختم محمد مصدق بن خضراء بتأكيديه: "أقترح على المجلس الوطني لحقوق الإنسان بأن اقوده أنا بنفسني إلى معتقل تمارة إذا سمح لي بذلك".

الوجود لمؤشرات دالة على 'معتقل تمارة': CNDH

هسبريس - و.م.ع:

Wednesday, May 18, 2011

قال المجلس الوطني لحقوق الإنسان ضمن بلاغ له بأن الزيارة الاستطلاعية التي قام بها رئيسه وأمينه العام، اليوم الأربعاء، لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، لم تسفر عن ملاحظة وجود لأي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانه، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون.

وكان اليزمي والصببار، صباح الأربعاء، قد قاما بزيارة استطلاعية دامت من ساعات للمقر الشهير باسم "معتقل تمارة السري"، وقد أفاد بلاغ المجلس بأن هذه الزيارة مكنت "من التعرف على وظيفة هذا المرفق وعلى مكوناته، ولم يلاحظ خلال تفقد مختلف المباني وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانه، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون."

واعتبر المجلس، حسب البلاغ المتحفظ في الإعلان الصريح عن خلو مقر "ديستي تمارة" من أي معتقل مستتر، بأن هذه الزيارة تؤكد انخراطه في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في شموليتها، كما جدد عزمه على مواصلة العمل من أجل تكريس الاحترام التام لجميع الضوابط القانونية وفق المعايير الدولية للحقوق الإنسانية، وخاصة في مجال السياسة الجنائية والأمنية.

'لا وجود لمؤشرات دالة على' معتقل تمارة: CNDH-

قال المجلس الوطني لحقوق الإنسان ضمن بلاغ له بأن الزيارة الاستطلاعية التي قام بها رئيسه وأمينه العام، اليوم الأربعاء، لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، لم تسفر عن ملاحظة وجود لأي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبطه، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون.

وكان اليزمي والصببار، صباح الأربعاء، قد قاما بزيارة استطلاعية دامت من ساعات للمقر الشهير باسم "معتقل تمارة السري"، وقد أفاد بلاغ المجلس بأن هذه الزيارة مكنت "من التعرف على وظيفة هذا المرفق وعلى مكوناته، ولم يلاحظ خلال تفقد مختلف المباني وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبطه، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون."

واعتبر المجلس، حسب البلاغ المتحفظ في الإعلان الصريح عن خلو مقر "ديستي تمارة" من أي معتقل مستتر، بأن هذه الزيارة تؤكد انخراطه في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في شموليتها، كما جدد عزمه على مواصلة العمل من أجل "تكريس الاحترام التام لجميع الضوابط القانونية وفق المعايير الدولية للحقوق الإنسانية، وخاصة في مجال السياسة الجنائية والأمنية"



اليزمي والصبّار: ما لقيناش معتقل سري فمقر الديستي

أنس العمري

الأربعاء 18 ماي 2011 - 19:30

=

=

محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أكد المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن رئيسه إدريس اليزمي وأمينه العام محمد الصبار زارا مقر مديرية حماية التراب الوطني (الديستي) بتمارة، ولم يلحظا خلال زيارتهما لمختلف مباني المديرية، وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون.

أفاد بيان للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، توصلت "كود" بنسخة منه، أن الزيارة الاستطلاعية، التي قاما بها اليوم الأربعاء 18 ماي 2011، دامت ثلاث ساعات.

'لا وجود لمؤشرات دالة على 'معتقل تمارة

الكاتب: حنان بنطيان | الأربعاء, 18 أيار/مايو 2011 17:52

قال المجلس الوطني لحقوق الإنسان ضمن بلاغ له بأن الزيارة الاستطلاعية التي قام بها رئيسه وأمينه العام، اليوم الأربعاء، لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، لم تسفر عن ملاحظة وجود لأي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون.

وكان اليزمي والصابار، صباح الأربعاء، قد قاما بزيارة استطلاعية دامت من ساعات للمقر الشهير باسم "معتقل تمارة السري"، وقد أفاد بلاغ المجلس بأن هذه الزيارة مكنت "من التعرف على وظيفة هذا المرفق وعلى مكوناته، ولم يلاحظ خلال تفقد مختلف المباني وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون".

واعتبر المجلس، حسب البلاغ المتحفظ في الإعلان الصريح عن خلو مقر "ديستي تمارة" من أي معتقل مستتر، بأن هذه الزيارة تؤكد انخراطه في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في شموليتها، كما جدد عزمه على مواصلة العمل من أجل "تكريس الاحترام التام لجميع الضوابط القانونية وفق المعايير الدولية للحقوق الإنسانية، وخاصة في مجال السياسة الجنائية والأمنية".

الوكيل العام للرباط موي الحسن الداكي ينفى وجود معتقل سري بتمارة

ماي 2011 الساعة 35 : 18 في 18 أضيف

في سابقة الأولى من نوعها بعد إقالة الوكيل العام السابق للرباط حسن العوفي، وتعيين الأستاذ مولاي الحسن الداكي وكيلا عاما خلفا له دشّن مهمته بعقد ندوة صحفية بناء على أمر من وزير العدل للاطلاع على إدارة مديرية مراقبة التراب الوطني التي تتهم من طرف معتقلين سلفيين أنها تحتوي على معتقل سري للاستنطاق، وتعذيب المعتقلين.

واستهل الوكيل العام مداخلته بالإشارة إلى تاريخ تأسيس هذه المديرية ودورها في محاربة الجريمة المنظمة ومراقبة التراب الوطني في ما يخص الإرهاب، والاتجار في المخدرات، وتبييض الأموال، وكل ما يتعلق بالحفاظ على الأمن العام، مضيفا أن هذه الإدارة تأسست سنة 1973.

وفي سؤال لمعاريف بريس حول ما يروج له عناصر من السلفية الجهادية، والشهادات التي يقدمونها، ودور مديرية مراقبة التراب الوطني في الاعتقال، أجاب الوكيل العام أن المديرية أو ما تعرف بالديستي لا تعتقل، وأن دورها إجراء التحقيقات و البحث وجمع عناصر المعلومات التي يمكن أن تساعد الشرطة القضائية، والفرقة الوطنية في التحقيقات، وأن عملها ينحصر في هذا المجال فقط، ولا تعتقل .

أما بخصوص الزيارة التفقدية لمقر المديرية أكد الوكيل العام مولاي الحسن الداكي أنها لا تتوفر على أي فضاء يمكن أن يكون معتقلا سريا بتمارة، وأنها مجرد إدارة تحتوي على مكاتب، وجناح لحفظ المستندات، ومدرسة لتكوين عناصر الديستي، ومطبخ .

وفي نفس اليوم الذي شهدت فيه هذه المديرية زيارات ميدانية للوكيل العام، قام محمد صبار الكاتب العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بزيارة مماثلة للتحقيق في موضوع المعتقل السري لتمارة بمقر مديرية مراقبة التراب الوطني، وكان مقررا أن يعقد ندوة صحفية بمقر المجلس لاطلاع الصحافة على موضوع الزيارة لكن المفاجأة أن المجلس لم يكن على علم بالندوة الصحفية حسب إفادات المكلفة بالاتصال، وهو ما جعل طول الانتظار ينتهي بأن بلاغا سيصدر في وقت لاحق مما جعل الصحافة الوطنية والمعتمدة تنسحب من قاعة الانتظار حاملة معها أسئلة حول مدى وجود، أو عدم وجود هذا المعتقل السري.

وتعود وقائع هذه الزيارة إلى الدعوة، والمسيرة السلمية التي دعت إليها حركة 20 فبراير يوم الأحد الماضي إلى ما اصطلح عليه بالمعتقل السري لتمارة والذي يوجد ضمن قاعدة المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني، حيث وقعت أحداثا، وتعرض مناضلين للضرب المبرح نقل على إثرها البعض إلى المستشفى في حالة خطيرة بعد إصابتهم على مستوى الرأس.

وفي نفس اليوم قام رؤساء الفرق النيابية بالبرلمان الغرفة الأولى، والغرفة الثانية بنفس الزيارة، ومن المقرر عقدهم ندوة صحفية لإجلاء النور على حقيقة ما يروج له عن هذا المعتقل السري الافتراضي تواجده من عدمه.

مجلس الصبار ينفي وجود معتقل تمارة السري

المبادرة بريس - و م ع

أكد المجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه لم تتم خلال الزيارة الاستطلاعية التي قام بها رئيسه وأمينه العام، اليوم الأربعاء، لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، ملاحظة وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون

وأوضح بلاغ للمجلس أن الرئيس والأمين العام قاما صباح اليوم بزيارة استطلاعية معلنة دامت حوالي 3 ساعات لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، مكنت "من التعرف على وظيفة هذا المرفق وعلى مكوناته، ولم يلاحظ خلال تفقد مختلف المباني وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون".

واعتبر المجلس، حسب البلاغ، أن هذه الزيارة تؤكد انخراطه في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في شموليتها، مجددا عزمه على مواصلة العمل من أجل تكريس الاحترام التام لجميع الضوابط القانونية وفق المعايير الدولية لحقوق الإنسان، وخاصة في مجال السياسة الجنائية والأمنية

كما يؤكد المجلس تشبته بالتنسيق مع السلطات العمومية المعنية وجميع شركائه للنظر في جميع القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها، والتزامه الواضح بشأن إجراء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، في موضوع الحكامة الأمنية والمصادقة على الاتفاقيات ذات الصلة

وذكر البلاغ بأنه سبق للمجلس أن تقدم، على لسان رئيسه وأمينه العام، بطلب لزيارة هذا الموقع منذ 27 أبريل 2011 وذلك في نطاق ممارسته لاختصاصاته المنصوص عليها في الظهير المحدث له، وتحديد المادة 11 منه، التي تنص على أن المجلس يقوم "في إطار ممارسته لمهامه في مجال حماية حقوق الإنسان، مع مراعاة الاختصاصات المخولة للسلطات العمومية المختصة، بزيارة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة أحوال السجناء ومعاملتهم، وكذا مراكز حماية الطفولة وإعادة الإدماج، والمؤسسات الاستشفائية الخاصة بمعالجة الأمراض العقلية والنفسية، وأماكن الاحتفاظ بالأجانب في وضعية غير قانونية".

رسالة مشفرة من الصبار تؤكد وجود المعتقل ، قصة الفيلم الذي أعدته الدولة لإخفاء حقيقة معتقل تمارة



أصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بلاغا للرأي العام ، وزعه على وسائل الإعلام الوطنية ، وقد توصل موقعنا بنسخة منه . البلاغ يؤكد أنه خلال الزيارة الإستطلاعية لمقر مديرية مراقبة التراب الوطني لم تجد ما يؤكد أن المكان مخصص للإعتقال خارج القانون . لكن الشيء المهم في البلاغ الذي حاول من خلاله أعضاء المجلس عدم خيانتهم للأمانة أنهم كرروا في بيئاتهم كلمة " في إبانه" غير ما مرة ، وهذا إن دل على شيء فإنما يدل على رسالة مشفرة للرأي العام أن شهادتهم هذه تخص تلك اللحظة بالذات ، أما ما قبلها أو مابعدا فالله أعلم . من جهة فقد أبان فعلا الأعضاء الجدد للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أنهم لم يغيروا جلدتهم بعدما زاروا دار المخزن على غرار الكثيرين والذين يتخلون عن مبادئهم بمجرد حصولهم على المنصب . لم يكذب إذن أعضاء المجلس ، فقد نشرنا في مؤخرا أن شاحنات و سيارات شرطة شاهدا جيران المعتقل تخرج في ظلمة الليل تحمل الكثير من التجهيزات ، وتنبأنا حينها أن تكون أدوات الجريمة ، وقد سخرت في مقالتي عن هذا الحادث قائلا أنها قراعي ديال أورانجينا وكراسي كهربائية تجعل الشخص يعترف باللي داير واللي ما دايرش . لقد تنبأ المسؤولون بقرب افتضاح أمر هذا المعتقل ، وأن المطالبة بإغلاقه صارت مطلبنا رئيسيا ، نظرا لكثرة الخرجات التي تفضح ما يقع داخله من تعذيب وخرق لأبسط حقوق الإنسان ، لذلك تم اختلاق هذا السيناريو ، والمتمثل في زيارة وفد برلماني ووكيل الملك والمجلس الوطني لحقوق الإنسان ، بعدما تم التخلص مؤقتا من كل أدوات الجريمة . على أن تعود في القريب ، بعدما ينزل الستار إيذانا بنهاية هذه المسرحية . وهذا ما كان ، فمن الطبيعي أن أي زائر له حاليا لن يكتشف حقيقته المرة لأنهم دارو ليه لعكر على لخنونة ، عبر إخفاء كل ما يدل على كونه معتقلا سريا تمارس فيه كل أنواع التهريب . وحيلة الدولة لن تنظلي على الشعب ، لأن فضيحة هذا المعتقل صارت بجلاجل ، ويوتوب يشهد على الكثير من

معالم جرائم هذا المعتقل عبر الشهادات التي يرويها معتقلون نكل بهم أيما تنكيل داخل أقبية هذا العار المغربي المسمى "كوانتنامو المغرب" أو "أبو غريب المغرب" وسبق أن صرح المحامي مصطفى الرميد أن الزيارة للمعتقل لا تنفي ما يحدث داخله . خلال زيارته للمعتقل السري ذكر الداكي ، وكيل الملك أنه زار مختلف مرافق هذا المقر الذي يضم مكاتب إدارية ومرافق تهم مختلف الأنشطة التي تقوم بها هذه الإدارة. ولاسيما مكاتب الموظفين وأماكن لحفظ المستندات ومدرسة لتكوين الأطر ومرافق رياضية ومطبخ ومطعم. لكنه لم يذكر أن هناك قبوا تحت الأرض ، وهو بيت القصيد أو حجر الزاوية في موضوعنا ، أو بالأحرى اللقطة الخالصة في الفيلم ، والتي أغفلها أو تغافل عنها السيد وكيل الملك والمحلية استجمعت شهادات (يذكر أيضاً أن عدداً من المنظمات الحقوقية الدولية (كمنظمة العفو الدولية متطابقة من معتقلين سياسيين سابقين وقرائن تشير إلى أن المركز قد يكون استعمل كمعتقل سري خارج نص بلاغ المجلس الوطني لحقوق الإنسان بشأن زيارته لمقر "الديستي" . إطار القانون المعمول به المجلس الوطني لحقوق الإنسان لم يلاحظ بمقر مديرية مراقبة التراب الوطني وجود ما يؤكد أن المكان مخصص للاعتقال خارج القانون(بلاغ) * * أكد المجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه لم تتم خلال الزيارة الاستطلاعية التي قام بها رئيسه وأمينه العام، اليوم الأربعاء، لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، ملاحظة وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون. وأوضح بلاغ للمجلس أن الرئيس والأمين العام قاما صباح اليوم بزيارة استطلاعية معلنّة دامت حوالي 3 ساعات لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، مكنت "من التعرف على وظيفة هذا المرفق وعلى مكوناته، ولم يلاحظ خلال تفقد مختلف المباني وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون". واعتبر المجلس، حسب البلاغ، أن هذه الزيارة تؤكد انخراطه في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في شموليتها، مجدداً عزمه على مواصلة العمل من أجل تكريس الاحترام التام لجميع الضوابط القانونية وفق المعايير الدولية لحقوق الإنسان، وخاصة في مجال السياسة الجنائية والأمنية. كما يؤكد المجلس تشبته بالتنسيق مع السلطات العمومية المعنية وجميع شركائه للنظر في جميع القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها، والتزامه الواضح بشأن إجراء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، في موضوع الحكامة الأمنية والمصادقة على الاتفاقيات ذات الصلة. وذكر البلاغ بأنه سبق للمجلس أن تقدم، على لسان رئيسه وأمينه العام، بطلب لزيارة هذا الموقع منذ 27 أبريل 2011 وذلك في نطاق ممارسته لاختصاصاته المنصوص عليها في الظهير المحدث له، وتحديد المادة 11 منه، التي في إطار ممارسته لمهامه في مجال حماية حقوق الإنسان، مع مراعاة "تنص على أن المجلس يقوم الاختصاصات المخولة للسلطات العمومية المختصة، بزيارة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة أحوال السجناء ومعاملتهم، وكذا مراكز حماية الطفولة وإعادة الإدماج، والمؤسسات الاستشفائية الخاصة بمعالجة الأمراض العقلية والنفسية، وأماكن الاحتفاظ بالأجانب في وضعية غير "قانونية"

هذا نص بلاغ المجلس الوطني لحقوق الإنسان كما نشرته وكالة الأنباء الرسمية اليوم : الرباط - أكد المجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه لم تتم خلال الزيارة الاستطلاعية التي قام بها رئيسه وأمينه العام، اليوم الأربعاء، لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، ملاحظة وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانه، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون. وأوضح بلاغ للمجلس أن الرئيس والأمين العام قاما صباح اليوم بزيارة استطلاعية معلنة دامت حوالي 3 ساعات لمقر المديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة، مكنت "من التعرف على وظيفة هذا المرفق وعلى مكوناته، ولم يلاحظ خلال تفقد مختلف المباني وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانه، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون". واعتبر المجلس، حسب البلاغ، أن هذه الزيارة تؤكد انخراطه في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في شموليتها، مجددا عزمه على مواصلة العمل من أجل تكريس الاحترام التام لجميع الضوابط القانونية وفق المعايير الدولية لحقوق الإنسان، وخاصة في مجال السياسة الجنائية والأمنية. كما يؤكد المجلس تشبثه بالتنسيق مع السلطات العمومية المعنية وجميع شركائه للنظر في جميع القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها، والتزامه الواضح بشأن إجراء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، في موضوع الحكامة الأمنية والمصادقة على الاتفاقيات ذات الصلة. وذكر البلاغ بأنه سبق للمجلس أن تقدم، على لسان رئيسه وأمينه العام، بطلب لزيارة هذا الموقع منذ 27 أبريل 2011 وذلك في نطاق ممارسته لاختصاصاته المنصوص عليها في الظهير المحدث له، وتحديدًا المادة 11 منه، التي تنص على أن المجلس يقوم "في إطار ممارسته لمهامه في مجال حماية حقوق الإنسان، مع مراعاة الاختصاصات المخولة للسلطات العمومية المختصة، بزيارة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة أحوال السجناء ومعاملتهم، وكذا مراكز حماية الطفولة وإعادة الإدماج، والمؤسسات الاستشفائية الخاصة بمعالجة الأمراض العقلية والنفسية، وأماكن الاحتفاظ". بالأجانب في وضعية غير قانونية.

إلغاء مرتبك لندوة الصبار حول معتقل تمارة

فوجئ الصحفيون بإلغاء الندوة الصحافية التي كان مقررا أن يعقدها الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، أمس بالرباط، عقب زيارته لمقر مديرية مراقبة التراب الوطني بتمارة، والذي يقول حقوقيون إنه معتقل سري يمارس فيه التعذيب في حق عدد من المعتقلين. وكان الصحفيون قد تلقوا أمس إشعاراً من وزارة الاتصال يخبرهم بعقد الصبار لندوة صحافية مباشرة بعد ندوة الوكيل العام للملك باستئنافية الرباط، تعقبها ندوة لرؤساء الفرق البرلمانية بخصوص معتقل تمارة، إلا أن ارتباكاً «مجهول الأسباب» في تحديد المواعيد أدى إلى إلغاء الندوة، التي «لم تكن مبرمجة أصلاً»، حسب مكلفة بالاتصال لدى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وإن كانت وزارة الاتصال أكدت إلى آخر لحظة إجراءاتها.

السلطة الرابعة

خيرا فعلت الدولة بقرارها فتح معتقل تمارة السري أمام البرلمانيين والحقوقيين والوكيل العام للملك. الدولة تريد أن تقول إنها لا تخفي شيئا في هذا المكان، لكن الجميع يتساءل لماذا مارست، إذن، قمعا شرسا على شباب 20 فبراير، الذين حاولوا تلطيف قرارهم بالاحتجاج على المعتقل، وسموا حركتهم «نزهة». الدولة تتصرف بمنطقين متناقضين: منطق «منفتح» لا يخشى أن يكشف ما يجري خلف أسوار المعتقلات، ومنطق مازال يعتبر هذا المجال حكرا على الأجهزة الأمنية، مما يستوجب حقا تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة بإخضاع هذه الأجهزة للمراقبة.

في خضم هذا الجدل، انضاف معطى آخر إلى المعادلة، بتوجيه رسائل إلى الصحفيين لحضور ندوة صحافية في الموضوع يعقدها المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ربما لتبييض صفحة هذا المكان، الذي تواترت الروايات حول تخصيصه للتعذيب والحصول على اعترافات من المعتقلين في قضايا الإرهاب، لكن خيرا فعل المجلس عندما واجه الصحفيين بالقول إنه «لا علم له بندوة صحافية في الموضوع». عاد الصحفيون أدراجهم، وهم يحملون سؤالا واحدا: ماذا جرى؟ هل فهم الصبار الرسالة ورفض أن يورط المجلس في الموضوع، في الوقت الذي يوجد اليازمي خارج التراب الوطني؟

حقوقيون مغاربة: لا معتقل سري في مقر الاستخبارات

أيمن بن التهامي من الرياض

2011 GMT 21:33:00 الأربعاء 18 مايو

زار رؤساء الفرق البرلمانية، ومسؤول قضائي، وحقوقيون مغربيون مقر مديرية حماية التراب الوطني (الاستخبارات الداخلية) بتمارة، الذي يدعي البعض بأنه يوجد به "معتقل سري للتعذيب".

وجاءت هذه الزيارة بناء على دعوة من وزير الداخلية، الطيب الشرفاوي، وبعد التدخل العنيف للقوات العمومية ضد "حركة 20 فبراير" لمنعها من تنظيم نزهة، الأحد الماضي، أمام ما يصفه البعض بـ "المعتقل السري"، أو "غوانتانامو المغرب".

وقال أحمد الزايدي، رئيس الفريق الاشتراكي بمجلس النواب، "الزيارة كانت جيدة، ورافقتنا كبار مسؤولي مديرية مراقبة التراب الوطني، في مقدمتهم المدير العام عبد اللطيف الحموشي، الذي قدم لنا عرضا حول المركز، والمهام، والآليات التي يشتغل بها".

وأوضح أحمد الزايدي، في تصريح لـ "إيلاف"، أن "المديرية وضعت رهن إشارتنا كل المقرات والأماكن، بدون استثناء، بحيث طلب منا أن نطرح كل الأسئلة الممكنة، وفي الوقت نفسه، زيارة كل الأماكن التي نرغب فيها، والوقف عند كل مكان مكان، والحصول على جميع المعطيات بما في ذلك المعطيات الدقيقة بكل تفاصيلها".

وأضاف رئيس الفريق الاشتراكي بمجلس النواب "لا ليس هناك معتقل سري، بل هناك بنايات إدارية، ومرافق، وملحقات، ومدرسة، ومركز تكوين، وبناية قديمة وأخرى جديدة".

وقام، أيضا، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إدريس اليزمي، وأمينه العام، محمد الصبار، بزيارة استطلاعية إلى مقر مديرية حماية التراب الوطني. وأكد بيان للمجلس أنهما لم يلاحظا، خلال زيارتهما لمختلف مباني المديرية، وجود أي مؤشرات من شأنها أن تؤكد، في إبانها، أن هذا المكان مخصص للاعتقال خارج القانون.

من جهته، أكد الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالرباط، مولاي الحسن الداكي، أنه لم يقف خلال الزيارة التي قام بها، الأربعاء، لمختلف البنايات التابعة للمقر الإداري للمديرية العامة لمراقبة التراب الوطني بتمارة "على أي مكان يمكن اعتباره معتقلا سريا قد يشتغل لارتكاب أعمال ماسة بحقوق الإنسان كما يشاع". وقال الوكيل العام للملك، في ندوة صحافية عقدها في الرباط، "لم أعثر على أي مكان يمكن أن يعتبر أو يستشف منه على أنه يستعمل كمعتقل سري أو مخصص لأية ممارسات مشينة أو غير قانونية".

وكان وزير الاتصال الناطق الرسمي باسم الحكومة، خالد الناصري، نفى، في وقت سابق، أن يكون بمدينة تمارة أي مكان للتعذيب.

وقال خالد الناصري إن "الأمر يتعلق بالمقر الإداري للمديرية العامة لمراقبة التراب الوطني"، وأوضح "إننا نشغل بما يلزم من الشفافية المطلقة حتى ينكشف للجميع أن الأمر يتعلق فعلا بمقر إداري لإدارة مراقبة التراب الوطني، ولا يتعلق الأمر إطلاقا بمكان للتعذيب."

يشار إلى أن عدد من المعتقلين، في إطار ما يسمى بملفات "تيار السلفية الجهادية، ادعوا أنهم تعرضوا إلى التعذيب في المعتقل المذكور."

وكان فريق العدالة والتنمية (المعارضة) في مجلس النواب باشر، أخيرا، إجراءات من أجل تشكيل لجنة تقصي حقائق نيابية حول حقيقة "المعتقل السري" في تمارة. وحسب منتدى الكرامة لحقوق الإنسان، فإن عام 2011 لم يعرف تسجيل أي حالات اختطاف أو تعذيب.

Maroc: Un haut magistrat nie l'existence d'un centre de détention secret

RABAT - Un haut magistrat qui dit avoir visité mercredi le siège des services de renseignement marocains, près de Rabat, a assuré qu'il n'y abrite aucun centre de détention secret, quelques jours après une manifestation de jeunes marocains appelant à son démantèlement.

Sur orientation du ministre de la Justice, j'ai visité ce matin, mercredi, le siège de la Direction de la surveillance du territoire (DST, les renseignements marocains) et j'ai constaté qu'il n'y abrite aucun centre de détention secret, a déclaré mercredi le procureur du roi à la Cour d'Appel de Rabat, Hassan Eddaki.

J'ai visité tous les services de la DST et j'ai trouvé des bureaux, une école de formation, une cuisine et un restaurant. Je n'ai trouvé aucun service pouvant indiquer qu'il s'agit d'un centre où l'on pouvait porter atteinte à la dignité humaine, a-t-il précisé lors d'une rencontre avec la presse.

Dans un rapport publié le 25 octobre 2010, l'ONG Human Right Warch (HRW) affirmait que les personnes soupçonnées de terrorisme sont détenues dans un centre secret près de Rabat, et sont maintenues au-delà des 12 jours de garde à vue autorisés par la loi contre le terrorisme de 2003. Selon HRW, les agents de la DST participent activement à l'incarcération des personnes soupçonnées de terrorisme, à leur détention et à leur interrogatoire.

Selon M. Eddaki, le siège de la DST n'abrite que des locaux administratifs et des bureaux, en conformité avec sa mission: collecter des informations et effectuer un travail de renseignement, sans plus.

Une délégation du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH, public) a visité mercredi après-midi ce centre.

Dans un communiqué publié à l'issue de cette visite, le CNDH a affirmé n'avoir constaté aucun indice de nature à confirmer, en son temps, que ce lieu est réservé à la détention extrajudiciaire.

Des députés de la Chambre des représentants se sont également rendus au siège de la DST et ont fait le même constat.

Nous avons visité les locaux (du centre) et n'avons pas vu de chose étrange comme nous n'avons pas vu de chose anormale, a déclaré à l'AFP Lahcen Daoudi, président du groupe parlementaire du parti islamiste Justice et Développement (PJD, opposition).

Pour sa part, Ahmed Zaïdi, président du groupe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, coalition gouvernementale) a affirmé que c'est une première pour les députés d'avoir visité ce centre aussi important en matière de sécurité. S'il y avait des choses à cacher, je

pense que l'Etat n'aurait pas autorisé cette visite, a-t-il conclu.

Près de dix personnes ont été blessées dimanche au cours de la dispersion par la police marocaine d'une centaine de jeunes du Mouvement du 20 février qui voulaient se rassembler devant ce centre, pour demander son démantèlement et dénoncer les violations des droits de l'homme.

Des députés marocains ont déclaré mercredi à l'AFP qu'ils sont favorables à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur ce centre de détention près de Rabat.

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

معتقل تمارة يتسبب في «جلد» شباب 20 فبراير

الدولة تسمح بزيارة البرلمانيين والمجلس الوطني لحقوق الإنسان في انتظار زيارة المجتمع المدني



ايس بريس

تقول إن المخابرات جهاز مقدس وفوق القانون، بعض المتكلمين لما يجري منذ 20 فبراير يرون أن الدولة محشورة في التعامل مع الحركة. فهي غير مستعدة لقبها بالمرأة ومنعها من النزول للشارع، وفي نفس الوقت لا تحيد السماح لها دائما بالظواهر. ويضيف هؤلاء أن الدولة تتخوف في حالة المواجهة مع الحركة، أن تساهم في تجديدها، لكنها تخشى ذلك أن يرتفع سقف مطالب الحركة على بعد أسابيع من تقديم مسودة التعديلات الدستورية.

ورغم أن التدخل الأمني حال دون تنظيم الوقفة أمام معتقل تمارة، فإن مبادرة حركة 20 فبراير أخرجت، رغم ذلك، ملف هذا المقر إلى الدواول، حيث أعاد خالد الناصري تكرار ما دأبت الدولة على تكراره بشأن كون مقر تمارة مجرد نبأية إدارية للمديرية العامة لمراقبة التراب الوطني، لكنه شهد المرة كئيف أن وزير العدل أعطى التعليمات للنيابة العامة «كي تقوم بالتحريات القضائية اللازمة بعين المكان وأن المجلس الوطني لحقوق الإنسان بصدد القيام بنفس المهمة» مضيفا أن البرلمانيين «يستعدون بدورهم للقيام بعملهم بكيفية واضحة في نطاق ما لمجلس النواب والمستشارين».

وبذلك، لم تخف مبادرة شباب 20 فبراير سدى، رغم قمعها. فهي أعادت الحديث عن هذا المعتقل، لكن السؤال الذي يظل مطروحا هو متى سيسمح للمنظمات الحقوقية بزيارة معتقل تمارة، وهل تكفي زيارة البرلمانيين والمجلس الوطني لحقوق العدل حول «الديستي» أم أن هذا الجهاز مقبل على الخروج إلى دائرة الضوء، خاصة أن أغلب منكرات الأحزاب طالبت بالتخصيص دستوريا على مراقبة وإشراف الحكومة والبرلمان على الأجهزة الأمنية بالمملكة.

عمر لبشيري

مع ارتفاع وتيرة احتجاجات حركة 20 فبراير ونزولها للتظاهر بالأحياء الشعبية وأمام مقرات حساسة، أعادت السلطات الأمنية يوم الأحد 15 ماي تكرار سيناريو يوم الأحد 13 مارس في أكثر من مدينة، الرياض فاس والمحمدية عاشت على إيقاع تدخل قوات الأمن بشكل عنيف ضد الوقفات الاحتجاجية لشباب الحركة، وكان أعنفها ما وقع على مشارف مدينة تمارة، حيث كانت تنسيقية الحركة بالرياض تنوي تنظيم، نزهة، ووقفة احتجاجية أمام مقر، الديستي، بتمارة.

على بعد أسابيع من إنهاء اللجنة الاستشارية لمراجعة الدستور لأشغالها وتقديمها لتقريرها إلى الملك، اختارت السلطات الأمنية التعامل بعنف مع احتجاجات حركة 20 فبراير، بشكل أعاد إلى الإنسان وقائع اليوم الدامي للأحد 13 مارس بالدار البيضاء.

بالرياض التي كانت تستعد فيها حركة 20 فبراير للتظاهر أمام مقر، الديستي، يوم الأحد 15 ماي، واختارت لها شكل «نزهة»، وقامت بالتعبئة لها على مدة ثلاثة أسابيع، تحولت «النزهة» إلى هجوم أممي أسفر عن سقوط عدة ضحايا.

كانت الحركة تخوي إعادة تحريك ملف معتقل تمارة والمطالبة بإغلاقه أو وضعه تحت إشراف الرقابة الحكومية والبرلمانية، مطلب أعادت الحركة إحياءه بعد توالي ظهور شهادات جديدة لمعتقلين سابقين أقادوا بتعرضهم للتعذيب بمقر «الديستي».

الوقفة الاحتجاجية جاءت متزامنة مع مبادرة فريق العدالة والتنمية لتكوين لجنة برلمانية بغرض التحقيق في زيارة معتقل تمارة، وهو الموضوع الذي طرح بالبرلمان على وزير الداخلية، في جلسة للأسئلة الشفوية، ونفي فيه وجود معتقلات سرية، لكنه لم يأت على ذكر معتقل تمارة أو مقر، الديستي، فهل كان رفع حركة 20 فبراير لسفك تظاهراتها سببا في التدخل العنيف ضد أعضاء الحركة يوم الأحد 15 ماي بالرياض أم أن الأمر يتعلق برسالة من السلطات بخصوص وقف التظاهر مع الاقتراب موعد عرض نتائج لجنة المنوتني.

أعضاء تنسيقية حركة 20 فبراير بالرياض كانوا يتوقعون منع الوقفة الاحتجاجية أمام معتقل تمارة، لكنهم لم يكونوا يتوقعون أن يكون التدخل الأمني بذلك العنيف، يقول أحد أعضاء تنسيقية الرياض بالتنسيقية، مضيفا أن توصل كل من خديجة رياضي وعبد الحميد أمين ومحمد العوني بالنع الكتابي رغم أن لا علاقة لهم بتنظيم الوقفة، كان يؤشر على منع الوقفة لا غير.

وقد فوجئ أعضاء الحركة بإنزال أممي كبير في محيط أسواق السلام، التي كانت ستتطلق منها الوقفة الاحتجاجية اتجاه غاية تمارة، حيث مقر، الديستي، ولم تنتظر قوات الأمن، معززة بأزيد من ثلاثين سيارة، تجمع المشاركين في الوقفة، بل بادرت إلى التدخل فور وصول المجموعات الأولى، تدخل لم يسلم منه حتى المارة والمقريدون على أسواق السلام، مطاردة المحتجين استمرت، تحت إشراف والي الأمن والعامل المتخصص في قمع الاحتجاجات، زكراتة، بين أزقة حي الرياض، بل إن مطاردة المحتجين بعفت توامت، رغم محاولتهم الإحتماء بمقر الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية.

التدخل الأمني الذي وصفه خالد الناصري، وزير الاتصال الناطق الرسمي

قوات الأمن بالمرصاد لكل المشاركين في «نزهة» يوم الأحد 15 ماي 2011 بتمارة

فاس كانت تمر فيها مسيرات 20 فبراير بطريقة سلمية وبدون أي تدخل من طرف السلطات الأمنية.

التدخل الأمني بفاس كان استعراضيا، أيضا، حيث وقع إزبال أعداد كبيرة من رجال الأمن، من مختلف التشكيلات، وقد أدى العنف المبالغ فيه إلى إصابة مجموعة من المحتجين، الذين نقلوا إلى المركز الاستشفائي الجامعي الحسن الثاني، ولم يسلم من التدخل الأمني إلا أعضاء جماعة العدل والإحسان ولا أعضاء الهيئات اليسارية المساندة لحركة 20 فبراير.

بأبي مسيرات حركة 20 فبراير مرت في ظروف عادية، خاصة المسيرة الكبرى بمدينة الدار البيضاء والتي اختارت الحركة تنظيمها بأحد أكبر وأشهر الأحياء الشعبية بالعاصمة الاقتصادية، الحي الحمصي، فقد ظلت قوات الأمن تراقب من بعيد مسار المسيرة التي جابت أهم شوارع الحي، وينتظر أن توصل تنسيقية الدار البيضاء النزول وسط الأحياء الشعبية عوض وسط المدينة.

التدخل الأمني ضد 20 فبراير في بعض المدن، ويعتف شديد، والسماح لها بالتظاهر بأبي المدن، آثار عدة أسئلة حول استراتيجية الدولة في التعامل مع الحركة قبل أسابيع من انتهاء لجنة إيوعار تافنوت، فإنه يضع احتماليين أمام ما وقع يوم 16 ماي، حيث يقول، في تصريح ل«الحياة»، إن الدولة إما أنها تحاول منع الحركة من النزول إلى الشارع مستقبلا أو أن إعادة النيش في معتقل تمارة أخرجها كثيرا أمام الرأي العام، أما الناشط نجيب شوقي، فإنه يرى أن سبب التصعيد الأمني تابع من أن الدولة «ليست لها أي إرادة للإصلاح»، وأضاف ل«الحياة أن الدولة» عندما وضعت ورطة معتقل تمارة السري وفضيخته الدولية، التي تكذب كل ما أسس عليه نظام الحكم الجديد، لم تجد أي طريقة للتعامل غير التدخل الوحشي في حق حركة شباب 20 فبراير والتكتل بهم لكي

تحدثت عدة شهادات عن منع المشاركين من الوصول إلى مدينة الرباط كما تم توقيف عدد من السيارات على المداخل الطرقية للعاصمة من أجل منع أصحابها من الوصول إلى مكان الوقفة الاحتجاجية.

وقد تم اعتقال بعض المحسوبين على التيار السلفي وعائلات المعتقلين بمدينة فاس وطنجة ومنعهم من السفر إلى تمارة للمشاركة في الوقفة، كما أفادت عدة

شهادات في هذا الصدد.

وكانت أعنف الإصابات هي التي تعرض لها الناشط في حركة 20 فبراير أسامة الخليفي، الذي تعرض لإصابة بليغة في راسه اقتضت نقله على وجه السرعة إلى مستشفى ابن سينا وهو مغشى عليه، ولم يغادر المستشفى إلا يوم الإثنين 16 ماي حيث مازال يعاني من آثار الإصابة.

ولم تكن العاصمة المدينة الوحيدة التي شهدت تخلا عنيفا لقوات الأمن، فمسيرات حركة 20 فبراير بفاس والمحمدية وتمارة، التي طال فيها الاعتداء حتى المعاقين، وطنجة وترنيت شهدت تخلا أمنيا.

في فاس حيث انقسم أعضاء الحركة إلى مسيرتين: مسيرة ساحة فلورنسا ومسيرة باب الخوخة، كان التدخل الأمني عنيفا ومفاجئا في نفس الوقت، خاصة أن

من المحتمل أن يكون صحافيون آخرون تعرضوا للاعتداء من طرف القوات، وهو ما دعا النقابة إلى التعبير عن احتجاجها واستنكارها لاستهداف الصحافيين.

وعلى مستوى ما وقع بمدينة الدار البيضاء، يوم 13 مارس، لم تتردد قوات الأمن في كيل سيل من الشتائم الحاطة بالكرامة للمشاركين في الوقفة، خاصة المشاركات اللواتي حوصرن بالعمارات القريبة من أسواق السلام، إلى درجة أن مجموعة من الشباب حوصروا في سطح إحدى العمارات ولم يتقدم من عصا رجال الأمن سوى بعض الصحافيين الأجانب الذين صدقوا لأخذ صور للتدخل الأمني.

التدخل الأمني العنيف ضد وقفة تمارة، تم، أيضا، بعيدا عن أسواق السلام، حيث

أسامة الخليفي بالمستشفى بعد تعرضه للاعتداء، من طرف قوات الأمن



أسامة الخليفي بالمستشفى بعد تعرضه للاعتداء، من طرف قوات الأمن

حفيظ بن هاشم المندوب العام لإدارة السجون لـ التشرق الأوسط : لم نستعمل رصاصا.. والدنيا لم تنقلب

المغرب: توزيع معتقلي «السلفية الجهادية» على مختلف سجون البلاد.. بعد تمرد «سجن سلا»

الرياض، لطيفة العروستي

وزعت إدارة السجون المغربية سجناء ينتمون إلى تيار «السلفية الجهادية» على سجون أخرى، بعد حركة تمرد واسعة النطاق جرت يومي الاثنين والثلاثاء في أكبر السجون المغربية، وأدت إلى إصابات في صفوف الحراس والسجناء أيضا، بعد أن احتجز سجناء خمسة حراس كرهائن، في إطار احتجاجات قاموا بها.

وأكد حفيظ بن هاشم، المندوب العام لإدارة السجون في المغرب لـ «التشرق الأوسط»، أنه تم ترحيل جميع معتقلي «السلفية الجهادية» الذين كانوا يوجدون في سجن سلا إلى سجون أخرى، وذلك على أثر المواجهات الخطيرة

التي عرفها السجن الليلة قبل الماضية بعد تدخل قوات الأمن المغربية لفض تمرد نفذه المعتقلون داخل السجن اعتبر الأخطر من نوعه، إذ استعملت فيه القنابل المسيلة للدموع والرصاص المطاطي، وخرائط المياه، ووقع اشتباك بين السجناء وقوات الأمن وحراس السجن أدى إلى إصابة 19 من رجال الأمن، وخمسة من موظفي السجن بجروح.

وقالت مصادر حقوقية لـ «التشرق الأوسط»، إن 120 معتقلا إسلاميا أصيبوا في هذه الاشتباكات، حالة واحد منهم خطيرة، مشيرة إلى أنه أصيب في صدره بالرصاص الحي. ولا يعرف مصير المصاب، حيث منع والده من زيارته، طبقا لإقادة مصدر في

«تسويق الحقيقة للدفاع عن معتقلي الرأي والعقيدة».

ولم يحدد بن هاشم مكان السجون التي رحل المعتقلون إليها، مكتفيا بالقول إنهم «رحلوا إلى مختلف سجون المغرب». وردا على سؤال حول صحة ما تردد عن استعمال قوات الأمن للرصاص الحي لفض اعتصام المعتقلين، وإصابة أحد المعتقلين إصابة خطيرة كما ظهر في فيديو على الإنترنت - نفى بن هاشم استعمال الرصاص الحي، وقال إنه تم استخدام الرصاص المطاطي، وعلق على الفيديوهاات التي صورت داخل السجن خلال تلك المواجهات، قائلا «إن من يشاهد تلك الفيديوهات يعتقد أن كل الدنيا قد انقلبت».

وحول عدد المعتقلين

الذين ثبت تورطهم في أعمال الشغب داخل السجن، والذين أعلن أنهم سيقدّمون إلى المحاكمة، قال بن هاشم إن تحقيقا سيفتح حول تلك الأحداث وبناء عليه سيحال إلى القضاء كل من ثبت تورطه في المواجهات.

وكانت مصادر حقوقية قد قالت لـ «التشرق الأوسط» إنه تم الليلة قبل الماضية ترحيل جميع معتقلي «السلفية الجهادية» الموجودين بسجن سلا وعددهم نحو 400 معتقل، إلى وجهة غير معروفة، وذلك مباشرة بعد الأحداث العنيفة التي عرفها السجن، وإن عائلات المعتقلين توجهت أمس إلى الإدارة العامة للسجون لمعرفة مصير ذويهم. وكان بن هاشم قد قال في تصريحات صحافية، إن

المجموعة التي قامت بأعمال الشغب بسجن سلا، «حاولت بشتى الوسائل فرض آرائها وطريقة عيشها على إدارة السجن». وأوضح أن «أعمال الشغب والتمرد والتخريب التي وقعت في سجن سلا قامت بها مجموعة من السجناء الذين صدرت في حقهم أحكام قضائية». وأشار إلى أن إدارة السجن، إلى جانب ممثلين عن وزارة العدل والمجلس المغربي لحقوق الإنسان، فتحوا حوارا مع هذه المجموعة «لدفعتها إلى العدول عن نواياها السيئة والخطيرة»، بيد أنها «استغلت الأسلوب الحضاري الذي اتبعته إدارة السجن، فلما منها أنه ضعف أو تخل عن تطبيق القوانين وخاصة قانون تنظيم السجون». وحمل بن هاشم مسؤولية

الأحداث على هذه المجموعة «التي قامت بالاعتداء على موظفين جاؤوا لإعادة استتباب الأمن والسلامة داخل المؤسسة السجنية»، مشددا على أن «كل من ثبتت مشاركته في هذه الأحداث والاعتداءات سيتم إحالته إلى العدالة». وبخصوص الإجراءات التي ستتبعها إدارة السجون للحيلولة دون تكرار مثل هذه الأفعال، قال بن هاشم إنها سترتكز على القانون المنظم للسجون «الذي يجعل من السجناء أشخاصا متساوين في الحقوق والواجبات لا تفضيل بينهم». وانتقدت مصادر حقوقية الطريقة التي تمت بها تغطية الأحداث من قبل التلفزيون الحكومي، حيث تم التركيز على تعرض رجال الأمن وحراس السجن

إلى إصابات وجروح نقلوا على أثرها إلى المستشفيات، بينما لم يظهر أي أحد من المعتقلين الإسلاميين المصابين في تلك المواجهات، وهو ما أثبتته شرائط فيديو وضعت على الإنترنت. ولم تنف المصادر الحقوقية وقوع مواجهات بين قوات الأمن والمعتقلين استعملت فيها الحجارة والعصي، بعد أن تمت مهاجمتهم من قبل قوات الأمن، كما أكدت احتجاج المعتقلين ستة من حراس السجن، وقالت إنهم احتجزوا «كرهائن لمدة ساعة ثم أطلقوا سراهم طواعية». وقالت المصادر الحقوقية إنها لا ترفض تقديم المعتقلين الإسلاميين الذين ثبت تورطهم في أعمال الشغب للمحاكمة، إذا ما كانوا بالفعل مذنبين كما

تدعي إدارة السجون، بشرط أن يتم ذلك بشفاافية والكشف عن أسمائهم ومكان احتجازهم، وأن تضمن محاكمة عادلة لهم. ويطالب المعتقلون الإسلاميون بتحسين ظروفهم داخل السجن، كما يطالبون بالإفراج عنهم أو إعادة محاكمتهم بدعوى أنهم لم تجر لهم محاكمة عادلة، وكان عدد من المعتقلين الإسلاميين من بينهم قيادات قد استفادوا من عفو ملكي في أبريل (نيسان) الماضي، على أن تتم تسوية ملف باقي المعتقلين بشكل نهائي في إطار الإفراج السياسي الذي يعرفه المغرب. لكن يرجح أن يكون الاعتداء الإرهابي الذي تعرضت لها مراكز هو الذي أدى إلى تأخير تسوية هذا الملف.

الصبارينجح في وقف «تمرد» سجناء السلفية

إن هؤلاء عبروا عن احتجاجهم ضد ما تعرض له زملائهم من حجز لهواتفهم النقالة.

واضطرت السلطات الامنية إلى استعمال طائرة مروحية، تابعة للدرك الملكي، يوم الثلاثاء 17 ماي، من أجل إرغام سجناء السلفية على إنهاء «تمردهم». وقد انتقلت عدوى الاحتجاج إلى سجون أخرى، خاصة القنيطرة وفاس وطنجة، التي أعلن فيها سجناء السلفية عن تضامنهم مع زملائهم بسجن الزاكي.

من جهة أخرى، عبرت لجنة التنسيق حول السجون عن إدانتها لاستعمال الرصاص ووسائل أخرى في الاعتداء على المعتقلين، كما احتجت، في بيان مشترك، ضد منع السلطات لها بزيارة السجن. وطالبت اللجنة، التي تضم عشرة هيئات حقوقية، بالتحقيق فيما جرى، وأصرت، في بيانها، على «كشف المسؤولين في نطاق مقتضيات البحث النزيه والشفاف، والعمل على تسوية جذور الازمة وخلفياتها».



عناصر من مختلف الأجهزة الامنية بالسجن المحلي بسلا

عمموها من داخل السجن، تقول إنهم تعرضوا لعدة استفزازات من قبل إدارة السجن. وارجعوا سبب «تمردهم» إلى الاحتجاج ضد تعرض عائلاتهم إلى الضرب يوم الأحد 15 ماي خلال الوقفة التي كانت حركة 20 فبراير تنوي تنظيمها ضد معتقل تمارة. بينما تقول عائلات السجناء

قوات الأمن وحراس المؤسسة السجنية، إضافة إلى احتجاز بعض المستخدمين، قبل أن يهاجموا بعنف شديد قوات الأمن بواسطة القضبان الحديدية ورشق الحجارة التي اقتلعوها من أحد حيطان السجن. غير أن شهادات السجناء، كما تظهر من خلال الأشرطة المصورة التي

لم تفلح محاولات محمد الصبار في إطفاء «التمرد» الذي عرفه سجن الزاكي بمدينة سلا، طيلة يوم الإثنين وصباح يوم الثلاثاء، 16 و17 ماي الجاري، إلا بعد مفاوضات ماراطونية. وانتقل الصبار، رفقة أعضاء من المندوبية العامة للسجون، إلى السجن المذكور، بعد مواجهات عنيفة طيلة أربع وعشرين ساعة بين سجناء السلفية الجهادية وحراس السجن وقوات الأمن، مما أدى إلى إصابة مجموعة من أفراد قوات الأمن والسجناء المحتجين، الذين اعتصموا بأسطح السجن. واستخدمت قوات الأمن، كما يظهر ذلك شريط مصور عممه السلفيون، الرصاص المطاطي والغازات المسيلة للدموع، من أجل إرغام سجناء السلفية على إنهاء «التمرد» الذي دخلوا فيه منذ يوم الإثنين 16 ماي. وقالت وكالة المغرب العربي للأنباء إن السجناء السالفي الذكر قاموا بتخريب الجناح الذي كان يأويهم وأصابوا بالحجارة حوالي 100 عنصر من عناصر

نقل 96 سجيناً من السلفية الجهادية من سجن الزاكي بسلا إلى سجون أخرى

السلفيون المشاغبون مارسوا الإرهاب النفسي والبدني على الحراس المحتجزين وحاولوا ذبح أحدهم

عودة الهدوء إلى سجن سلا وتحرير الحراس

سلا: عبد الحق العصيمي

للقتلة التفريضة الأولى، أول امس مسؤولية ما وقع من أعمال شغب وتعد وتخریب بسجن سلا لهذه المجموعة التي قامت بالاعتداء على موظفين جاؤوا لإعادة استتباب الأمن والسلامة داخل المؤسسة السجنية، مُشدداً على أن كل من نكثت مشاركته في هذه الأحداث والاعتداءات ستتم إحالته على العدالة. وبرزت بنهاشم أن المنشورية عملت بعبء وزارة العدل والمجلس الوطني لحقوق الإنسان على إجراء حوار مع هذه المجموعة لدفعها إلى العود عن نوابها السيئة والخطيرة، غير أن هذه الأخيرة يقول بنهاشم، استغلت الأسلوب الحضاري الذي اتبعته المنشورية، فلما أنها أنهضت أو نكلت عن تطبيق القوانين وخاصة قانون تنظيم السجون.

تضيف مصادرينا- بالاحتجاج والتكبير وبممارسة كل أشكال الإرهاب النفسي والبدني. وأكد أحد حراس سجن الزاكي، لرسالة الأمة، بالقول، بعد أن نجا من محاولة القتل خلال عمليات المواجهة، أن سجيناً من هذه المجموعة يحمل في يده آلة حادة جداً، طلب من السجناء الآخرين تكبيله ووضعه أرضاً والقيام بنجحه من الوريد إلى الوريد، مضيفاً أن هذا السجن بدأ في توريد عبارات التهذيب والوعيد والتهديد بالقتل لكل المحتجزين.

تكريهية، فضلاً عن كلمات الوعيد والتهديد التي وزعوها علينا وشمالاً على كل من دعاهم إلى التزول والعودة إلى زنازينهم. وقالت المصادر ذاتها، إن هي إلا دقائق معدودة حتى بدأت الحجارة تصوب في اتجاه رؤوسنا، بعد أن عمدت هذه المجموعة على اقتلاعها من حائط في السجن، فضلاً عن استعمالهم للقضبان الحديدية المهاجمتاً. وهو الاعتداء الذي خلف العديد من الإصابات في صفوف العناصر الأمنية وحراس المؤسسة السجنية، إصابة بعضهم غائرة على مستوى الوجه-حسب ذات المصادر- استدعت بقاؤهم في المستشفى.

وقال بعض حراس السجن المحلي بسلا، لرسالة الأمة، فضلوا عدم الكشف عن هويتهم. إن مجموعة من السجناء المحسوبين على تيار السلفية الجهادية قاموا باحتجاج العديد من زملائنا فوق سطح السجن، والذين كانوا يقومون بعملهم المتعلل أساساً في إعادة استتباب الأمن والسلامة داخل السجن، حيث قوبل عملهم

تتقبل 278 من معتقلي السلفية الجهادية إلى سجن فاس ومكناس

حجز حاسوب وفتح تحقيق حول المتسببين في أحداث سجن الزاكي

عزيزة أيت موسى - نور الدين عفير

للسجون، الذي يجعل من السجناء أشخاصا متساوين في الحقوق والواجبات، لا تفضيل بينهم. وكان بعض النزلاء ضاعفوا من أعمالهم الاستفزازية ضد مسؤولي السجن، يومي الاثنين والثلاثاء الماضيين باحتجاز بعض المستخدمين، قبل أن يهاجموا بعنف شديد قوات الأمن بواسطة القضبان الحديدية ورشق الحجارة، التي اقتلعوها من أحد حيطان السجن، ما تسبب في إصابة حوالي 100 فرد من قوات الأمن، ومعتقلين اثنين، ونقل خمسة منهم إلى المستشفى، خلال عملية تحرير المحتجزين، وإعادة استنساب الأمن. وكان السجناء أنفسهم أقدموا، بعد ظهر الاثنين الماضي، على احتجاج وتغنيف خسة من الحراس بالسجن، ومنعهم من أداء عملهم، قبل أن تتدخل قوات الأمن لتحريرهم وتفريق المحتجين، وإعادة استنساب الأمن، مستعملة الغازات المسيلة للدموع، وخرائط المياه.

وكان جناح هؤلاء النزلاء تعرض لأضرار، تسبب فيها هؤلاء السجناء، بتخريب أنابيب الماء والصنابير، وتسببوا في خسائر مادية أخرى.

وأوضح بنهاشم، أول أمس الثلاثاء، في نشرة الأخبار المسائية للقناة التلفزيونية الأولى، أن أعمال الشغب والتفرد والتخريب بسجن سلا نفذها مجموعة من السجناء، صدرت في حقهم أحكام قضائية. وأبرز أن المنوبية عملت، بمعية وزارة العدل، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، على إجراء حوار مع هذه المجموعة، كلفها إلى العول عن نوابها السبئية والخطيرة، غير أن الأخيرة استغلت الأسلوب الحضاري، الذي اتبعته المنوبية، ظنا منها أنه ضعف أو تخل عن تطبيق القوانين، خاصة قانون تنظيم السجون.

وحمل بنهاشم مسؤولية ما وقع لهذه المجموعة التي اعتدت على موظفين، جاؤوا لإعادة استنساب الأمن والسلامة داخل المؤسسة السجنية، مشددا على أن كل من ثبتت مشاركته في الأحداث والاعتداءات، سيحال على العدالة.

وبخصوص استراتيجية المنوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإماج للحيلولة نون تكرار مثل هذه الأفعال، قال بنهاشم إنها سترتكز على القانون المنظم

البا، كان النزلاء يبعثون من خلاله مقاطع فيديو من داخل السجن إلى بعض المواقع الإلكترونية.

يذكر أن السجن المحلي بسلا شهد مواجهات عنيفة، الاثنين وصباح أول أمس الثلاثاء، بين بعض معتقلي السلفية الجهادية وقوات الأمن وحراس السجن الذين تدخلوا لاستنساب الأمن، بعد أن اعتصم السجناء بسطح المؤسسة السجنية، منجبن بالحجارة، وخرّبوا الجناح، الذي كان يؤويهم، وأصابوا بالحجارة حوالي 100 من عناصر قوات الأمن وحراس هذه المؤسسة السجنية بجروح متفاوتة الخطورة في الكتف والصدر والأرجل، خلال تدخلها لاداء مهامها، قبل أن يعود الهدوء للسجن، بعد فتح مسؤولين بالسجن والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الاثنين الماضي، حوارا مع هؤلاء السجناء.

وقال حفيظ بنهاشم، المنوب العام لإدارة السجون وإعادة الإماج، عقب هذه الأحداث، إن المجموعة، التي ارتكبت أعمال شغب بسجن سلا، حاولت، بشتى الوسائل، فرض آرائها وطريقة عيشها على إدارة السجن.

أفادت مصادر مطلعة بالمغرب أن المنوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإماج شرعت، أمس الأربعاء، في تنقيلات واسعة لعدد من معتقلي ما يسمى بالسلفية الجهادية، الذين يقضون عقوبات حبسية بالسجن المحلي بسلا، بعد عويدة الهدوء إلى هذه المؤسسة عقب الاضطرابات، التي تسبب فيها البعض منهم، طيلة يومي الاثنين والثلاثاء الماضيين. وتكررت المصادر أنه جرى تنقل 278 معتقلا من نزلاء جناحي ميم 1 وميم 2، اللذين شهدا أحداث الشغب، إلى كل من سجن فاس ومكناس، بينهم سجناء نقلوا إلى المستشفى لتلقي العلاجات، وسيجري نقلهم بعد تماثلهم للشفاء، مضيفة أن الجناحين يضمان 300 معتقل، قاد منهم هذا الاعتصام.

وأوضحت مصادرنا أن السلطات الأمنية فتحت تحقيقا موسعا مع بعض المعتقلين داخل سجن الزاكي، من أجل الكشف عن المتسببين في الأحداث وإحالتهم على العدالة، في حين حجز موظفو السجن حاسوبا

بعد مواجهات بين السجناء وقوات الأمن

ترحيل معتقلي السلفية من سجن سلا ومندوبية السجون تتوعد بإحالة المتورطين على العدالة

محمد ياسين

شرعت المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج في ترحيل معتقلي السلفية الجهادية من سجن سلا لحظات قليلة بعد فك الاعتصام الذي نفذته هؤلاء السجناء طيلة ليلة الإثنين إلى الثلاثاء الماضي، والذي أسفر عن إصابة ما لا يقل عن 60 شخصا في صفوف المعتصمين والقوات العمومية إثر المواجهات التي اندلعت بين الطرفين.

وعلى الرغم من عودة الهدوء نسبيا إلى السجن المركزي المعروف بسجن الزاكي بسلا، بعد ليلة بيضاء عقب المواجهات الدامية التي كان مسرحا لها، بعد تدخل القوات العمومية. بمختلف أنواعها، من رجال الأمن والقوات المساعدة والدرك الملكي ورجال الوقاية المدنية، في محاولة لفك الاعتصام الذي نفذته ما يسمى بمعتقلي السلفية الجهادية، الذين تمكنوا من احتلال أسطح البناية مهددين بالانتحار، حيث اندلعت مواجهات عنيفة بين الطرفين استعملت فيها مختلف الأسلحة، وخلفت عشرات الجرحى من الجانبين؛ إلا أن أجواء التوتر لا زالت تخيم على المؤسسة، صبيحة أمس، نتيجة انقطاع الاتصال بين أسر وعائلات المعتقلين مع السجناء.

وتشير حصيلة أولية إلى أن عدد المصابين في صفوف القوات العمومية بلغ أزيد من 40 مصابا بجروح متفاوتة الخطورة ما بين كسور ورضوض وجراح مختلفة، نقلوا إلى مستشفى مولاي عبد الله بسلا لتلقي العلاجات الأولية، بينما أحييت بعض الحالات التي وصفت بالخطيرة على مستشفى الاختصاصات بالرياض بينما وصل عدد المصابين في صفوف المعتصمين من معتقلي السلفية الجهادية إلى حوالي 18 حالة.

وإلى حدود صباح أمس الأربعاء، لا تزال عائلات المعتقلين لم تتوصل بعد بأخبار حول مصير أبنائها، بعد أن أقدمت السلطات على ترحيل المعتقلين من السجن إلى وجهة غير معلومة، بينما تشير بعض المصادر إلى أن الإدارة العامة للسجون قد تكون عمدت إلى توزيع معتقلي السلفية الجهادية نزلاء السجن المركزي بسلا على العديد من المؤسسات السجنية

الأخرى.

واكد عبد الرحيم مهتاد، رئيس جمعية النصير، خبر ترحيل معتقلي السلفية الجهادية من سجن سلا، دون معرفة الوجهة التي رحلوا إليها. وقال في تصريح لبيان اليوم، إن عائلات المعتقلين لا زالت تبحث عن مصير أبنائها، الذين انقطع بهم الاتصال منذ صباح أول أمس الثلاثاء، ويجهلون الوجهة التي رحلوا إليها، كما تجهل العائلات عدد المصابين في صفوف المعتصمين، نظرا للطوق الذي ضربته قوات الأمن على السجن والسجناء.

وحسب مصادر مقربة، فإن الإدارة العامة للسجون شرعت في ترحيل معتقلي السلفية الجهادية، منذ أول أمس الثلاثاء، من السجن إلى مؤسسات أخرى دون تحديدها. ورغم أن هذه المعطيات تبقى غير مؤكدة رسميا، إلا أن الأكد أن سجناء السلفية الجهادية نزلاء السجن المركزي بسلا، إن لم يكن كلهم، فأغلبهم قد رحلوا من المؤسسة.

وبالموازاة مع عملية الترحيل، يحتفل أن تحيل الإدارة العامة للسجون وإعادة الإدماج الأشخاص المتورطين في أحداث الشغب، التي عرفها السجن، على القضاء، بعد نتائج التحريات التي تقوم بها لمعرفة من يقفون وراء تلك الأحداث.

وحسب المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج، حفيظ بنهاشم، فإن الأشخاص الذين يقفون وراء هذه الأحداث هم من السجناء الذين صدرت في حقهم أحكام قضائية نهائية، وتحاول أن تفرض آراءها وطريقة عيشها على إدارة السجن. مضيفا أن هؤلاء «استغلوا الأسلوب الحضاري الذي اتبعته المندوبية بجمعية وزارة العدل والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، في حوارها مع المجموعة بهدف ثنيها للترجع عن نواياها الخطيرة».

وقد تمكنت القوات العمومية صبيحة الثلاثاء من إنهاء تمرد المعتقلين السلفيين الذي تمكنوا من احتلال سطح بناية السجن، بعد مواجهات عنيفة اضطرت فيها إلى استعمال الغازات المسيلة للدموع والرصاص المطاطي والهراوات، بينما عمد المتوردون إلى تحطيم الجدران وتكسير الأبواب الحديدية لاستعمال القضبان والحجارة في مواجهتهم لقوات الأمن. وقد أدت هذه المواجهات إلى إصابات بليغة في الجانبين. في الوقت الذي أكدت مصادر أخرى أن المتوردين رفعوا اعتصامهم بعد وعود تلقوها من مسؤولين أمنيين بترحيلهم من السجن إلى مؤسسات أخرى.

الوضع الحقوقي ينعكس على أندية المؤسسات التعليمية بالعيون

دور المدرسة الأساسي يكمن في التكوين على المواطنة والتربية على حقوق الإنسان

وتكوين المواطن الصالح مع خلق الشمولية في أفكار المتعلمين وجعلهم أكثر انفتاحا على محيطهم. وأشار الأمراني إلى أن النيابة الإقليمية بالعيون شجعت خلق عدة أندية للمواطنة والتربية على حقوق الإنسان تهدف إلى ترسيخ القيم عبر خلق برامج وأنشطة موازنة مندمجة تدعم المفاهيم والنصوص المرتبطة بالبرامج الرسمية ومقررات مجموعة من سواد التدريس. كما يتجسد ذلك من خلال برلمان الطفل المعتمد على مواصفات خاصة لاختيار من يمثل التلاميذ في هذا البرلمان، كما تمكنت العديد من الأندية من التواصل مع الجمعيات والهيئات ذات الصلة الحقوقية بالمنطقة لتبسيط مفاهيم حقوق الإنسان، ومحاولة تطبيقها في الواقع، وممارسة المواطنة الحقيقية والشاملة، وذلك بآرض الواقع، وكذا خلق روح المبادرة في المتعلمين.

بابا لعسري (العيون)

التوجه الجديد لتدبير الحياة المدرسية والذي شمل عدة مجالات كتكوين وتأطير المدرسين وتفعيل مشروع المؤسسة، بالإضافة إلى تفعيل دور الأندية، خاصة في المجال المرتبط بالتربية على المواطنة وحقوق الإنسان، أن المغرب بلد منفتح على قارتين إفريقيا وأوروبا واعتمادا على المكونات المختلفة الأثنية والعرقية واللغوية، بهدف بناء نظام ديمقراطي حدائي يرتكز على مبدأ الحقوق والواجبات.

وأضاف رئيس مصلحة تدبير الحياة المدرسية أن دور المدرسة المغربية الأساسي يكمن في التكوين على المواطنة والتربية على حقوق الإنسان، بحيث لا يمكن أن يكون إنسان راشد متنسب بهذه القيم، إذا لم يتأت له ذلك من خلال التكوين في المدرسة العمومية التي تعمل على ترسيخ مجموعة من المبادئ الأساسية كحب الوطن والتسامح وقبول رأي الآخر والانفتاح على الثقافات واللغات داخل الوطن وخارجه،

وأفاد المتحدث ذاته أن تلاميذ نوادي المواطنة وحقوق الإنسان يركزون على دور هذه الهيئات في نشر القيم و تأطير المواطنين، وتلقي الشكايات حول الانتهاكات والتدخل لدى الجهات المعنية ومؤازرة الضحايا من أجل إنصافهم، ومتابعة ورصد سياسة الدولة في احترام الحريات وتنظيم كل الأشكال الاحتجاجية السلمية والمشروعة للدفاع عن حقوق الإنسان. وأضاف الشرفاوي أن النادي نظم ورشات في مجال الحريات كمعنى الحرية، ومعنى الحريات العامة، وهل الحرية مطلقة، وما هي حدود حريتك إزاء قانون المؤسسة، إضافة إلى إدراج بعض أنواع الحريات كحرية تكوين الجمعيات وحرية التجمع وحرية التعبير والحق في الاحتجاج السلمي وكذا حرية التصويت وحق الزواج وسرية المراسلات والمكالمات وحرية التنقل وحرية التجول وحرية الاستقرار.

من جهته، أكد رشيد الأمراني أنه في إطار

أبرز محمد سالم الشرفاوي، رئيس المكتب الإداري الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن الوضع الحقوقي بالعيون ينعكس على أندية المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية، حيث أن المكتب يتلقى العديد من الدعوات من طرف أندية تربوية مهتمة بمجال حقوق الإنسان، ارتباطا بما تعيشه العيون من حراك حقوقي يتابعه التلميذ كل يوم، ما دفعنا إلى تنظيم لقاءات بمختلف المؤسسات التعليمية كان آخرها الثانوية الإعدادية القاضي عياض، للتعريف بدور واختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومجالات تدخلاته، وكذا الإجابة على مجموعة من تساؤلات التلاميذ في ما يتعلق بالجمعيات الحقوقية سواء حكومية كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومنظمة الوسيط أو مدنية كالهياكل المغربية لحقوق الإنسان والجمعية المغربية لحقوق الإنسان والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان.

Revue de Presse du Conseil Na

العيون في 12 ماي 2011

في مايلي أقوال من مواقع إلكترونية منها بعض المواقع التابعة للبوليساريو حول بعض أبرز المواضيع الحقوقية على المستوى المحلي:

المكتب الإداري الجهوي بالعيون للمجلس الوطني لحقوق الإنسان:

Upes.org (موقع تابع لجبهة البوليساريو)

2011/05/11



تقرير إخباري لجمعية حقوقية صحراوية حول الاحداث الوقائع التي عرفتها مدينة العيون المحتلة في أواخر شهر ابريل الفارط

أفاد تقرير إخباري للجمعية الصحراوية ASVDH أن حول الانتهاكات الجسيمة التي عرفتها مدينة العيون المحتلة في الاسبوع الاخير من شهر أبريل الماضي، ورصدت فيها من مظاهرات واحتجاجات سلمية رددت خلالها شعارات ذات مطالب سياسية واقتصادية واجتماعية.

وفيما يلي النص الكامل للتقرير:

- اعتصم المعطلون منذ 20 ابريل 2011 للمطالبة بحقهم المشروع في التوظيف المباشر، احتجاجا على ماتعرض له لجنة الحوار من محاولات للترهيب والتخويف والتي يقودها رجل السلطة *باشا المدينة* ومعاونيه. وكذا بالدوريات الأمنية التي تمر بطريقة استعراضية من أمام مكان الاعتصام.
- الاعتداء بالضرب المبرح على الشاب الصالح لعروسي يوم 20 أبريل 2011 من طرف عبد العالي الراشدي ومجموعته، ولازال الصالح يرقد بمستشفى بالدار البيضاء متأثرا باصاباته.
- منع السلطات المغربية فجر السبت 21 ابريل بالقوة محاولة عشرات العائلات النزوح إلى منطقة "كنيدلف" شمال العيون، حيث كانوا يعتزمون إقامة مخيم كشكل احتجاجي على سوء أوضاعهم الاجتماعية الاقتصادية. حيث أصيب عشرات الأشخاص بجروح متفاوتة بعد محاصرتهم والاعتداء عليهم من طرف عناصر الدرك الملكي والقوات المساعدة أسفرت عن إصابة كل من: جميعة امغميمة، السيدة لبيها، تسلم الكارحي، سلمة حيمدها، متو امغيلي، لالة بوصول، ظريفة منت امحيفي يوسف عياش، ارغية الازرق، شبيدة سيد احمد، وصباح اليوم نفسه، فرقت قوات الشرطة المغربية بالقوة متظاهرين صحراويين رفعوا أعلام جبهة البوليساريو بشارع الطنطان.
- تدخل الشرطة المغربية بالقوة ضد مواطنين صحراويين مساء الجمعة 20 ابريل، كانوا يتظاهرون أمام منزل عائلة المواطن الصحراوي سعيد دمير الذي اغتالته عناصر أمنية. وترفض منذ شهور عائلته تسلم جثته إلى حين فتح تحقيق محايد في ملابسات الحادث، وقد أسفر التدخل عن إصابة خمسة أشخاص بجروح نقلوا على إثرها إلى مستشفى المدينة.

- اختطاف قاصرين صحراويين من قبل سلطات الاحتلال المغربية بعد مشاركتها في مظاهرة سلمية نظمت مساء الأحد 24 ابريل بحي الفتح بالعيون، وفي شهادة لهما قال البشير بابيت 12 عاما وأبو جهاد عامر 11 عاما أنهما تعرضا لسوء المعاملة والتحرش الجنسي من طرف العريف "عبد العالي" الملقب ب"العزوة" قبل أن يطلق سراحهما في 22.30 بعد ساعتين من عملية الاختطاف. وقد تعرضت والدة البشير المواطنة أرام لالة هترة للاعتداء خلال محاولتها التصدي لاختطاف ابنها.

- نظم العشرات من ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان والاختفاء القسري والاعتقال التعسفي ويوم الاثنين وبشارع الزرقطوني بالعيون المحتلة وقفة رددوا خلالها العديد من الشعارات المنددة بما ارتكبته الأجهزة الأمنية والعسكرية بحقهم وبمماثلة السلطات المغربية في الاستجابة لمفهم المطلبي، وداخل مقر المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، يواصل ممثلين عن الضحايا اعتصامهم المفتوح منذ 22 ابريل 2011.

- أحال قاضي التحقيق بمحكمة الجنايات الرباط/سلا المغرب يوم الاثنين 25 ابريل مجموعة من الطلبة الصحراويين على السجن المحلي بنفس المدينة ويتعلق الأمر بكل من "سعيد اعبيليل، الحبيب المنصوري، إبراهيم الشليح، محمد براك، احمد أيوب وسليما مسعد" على خلفية الأحداث الأخيرة التي شهدتها الحرم الجامعي بالرباط يومي الخميس والجمعة 22/21 ابريل الجاري بعد وفاة الطالب "حمادي هباد" اثر الاعتداء عليه بالسلاح الأبيض من طرف مجهول أدى إلى مقتله وإصابة رفيقه "بوجمعة بوتमित" بجروح على مستوى الرأس.

- دخول المعتقلين الصحراويين الـ20 بسجن سلا والمتابعين أمام المحكمة العسكرية بالرباط، على خلفية اقتحام وتفكيك مخيم أكديم إزيك إضرابا مفتوحا عن الطعام منذ 19 ابريل الجاري مطالبين بالحق في المحاكمة العادلة والتمتع بالمعاملة الإنسانية داخل السجن..

Upes.org (موقع تابع لجبهة البوليساريو)



أفاد تقرير لتجمع المدافعين الصحراويين عن حقوق الانسان ، يوم الثلاثاء الماضي، عن الوقفات والاعتصامات السلمية التي تعيش على وقعها المناطق المحتلة وجنوب المغرب والمواقع الجامعية المغربية منذ مدة، وذلك احتجاجا على تردي الحقوق الاقتصادية والاجتماعية وسياسات التهميش والاقصاء والامبالاة المنتجة من قبل الدولة المغربية ضد المواطنين الصحراويين.

وفيما يلي النص الكامل للتقرير الذي توصل بنسخة منه اتحاد الصحفيين والكتاب الصحراويين:

و إذا كان عمال و متقاعد فوسبوكر اع برفقة العديد من الفئات الأخرى المطالبة بالحقوق النقابية و الاجتماعية و الاقتصادية و بالكشف عن مصير المختطفين الصحراويين - مجهول المصير و إطلاق سراح المعتقلين السياسيين ، تكتفي بتنظيم وقفات احتجاجية سلمية أيام الاثنين و الأربعاء و الجمعة أمام إدارة الفوسفات و مندوبية الطاقة و المعادن و محكمة الاستئناف بالعيون / الصحراء الغربية ، فإن المعطلين الصحراويين (حاملي الشواهد الجامعية و الدبلومات التقنية) يقومون بداية من 20 أبريل / 2011 باعتصام مفتوح أمام مقر مندوبية وزارة التشغيل بشارع مكة بالعيون / الصحراء الغربية ، و إلى جانبهم المعطل الصحراوي " محمد اصغير " المضرب عن الطعام لمدة تجاوزت 21 يوما ، احتجاجا على الإقصاء و المنع من الوظيفة العمومية ، و الذي طاله بتاريخ 03 ديسمبر / كانون الأول 2010 بعد استبدال اسمه باسم أحد المعطلين تحت مبرر تشابه الأسماء ، مع العلم أن الذي أخذ مكانه كموظف سلم 10 في وزارة الصحة المغربية له قرابة برجل سلطة برتبة قائد حسب ما أفاد به مجموعة من المعطلين الصحراويين قاموا بالدخول هم الآخرون في إضراب إنذاري عن الطعام لمدة 24 ساعة تضامنا مع رفيقهم " محمد اصغير " ، الذي تم إقصائه من حقه في التوظيف .

و تظل كل الفئات المعتصمة و المتمثلة في " مجموعة النهضة للمعطلين المجازين و التقنيين " و " مجموعة النهضة الفئة التأهيلية " و " تنسيقية مجموعات المعطلين المجازين و التقنيين بالعيون " و " الأطر العليا الصحراوية المعطلة " و " فئة المسعفات " و " مجموعة النهضة الأولى الفئة التأهيلية الأصلية بمدينة العيون " و " التقنيون الصحراويون المعطلون أبناء إقليم العيون " و " مجموعة المعطلين الصحراويين المجازين و التقنيين " و " المجازون الصحراويون المعطلون أبناء إقليم العيون " ، تطالب بالتوظيف المباشر وفق المراسيم الوزارية المغربية 99 / 695 / 888 . 08 / 78 و تندد بالإقصاء و عدم الاهتمام بمطالبها بعد أن باتت البطالة و الفقر تهدد آلاف المعطلين و أسرهم و تساهم في تهميشهم اجتماعيا و اقتصاديا و تعطل من مسيرتهم المستقبلية ، في ظل نهب و استنزاف الدولة المغربية الثروات السمكية و المعدنية التي يتوفر عليها إقليم الصحراء الغربية .

و إلى جانب ذلك ، لا زال مجموعة من ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان المرتكبة من طرف الدولة المغربية يعتصمون بمقر المكتب الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان المغربي ، مطالبين بحقهم في الإدماج الاجتماعي و منددين بسياسة التماطل و عدم الاهتمام بحقهم في التوظيف ، باعتبارهم يتوفرون منذ أكثر من 05 سنوات على مقررات تحكيم تتضمن توصيات تدعو إلى إدماجهم اجتماعيا ، في وقت اختارت فيه فئة من الضحايا أغلبهم من ضحايا الاختفاء القسري بقلعة مكونة و أكزز / المغرب و البسيسيمي بالعيون / الصحراء الغربية و ضحايا الاعتقال التعسفي بمختلف السجون المغربية ، تنظيم

وقفات احتجاجية سلمية أمام نفس المقر أيام الاثنين و الخميس ، و التي تنتهي بالتضامن مع المجموعة المعتممة من ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان ، الذين يبلغ اعتصامهم 19 يوما دون أن يحصل أي تقدم في ملفهم المطلي.

و انخرط منذ حوالي يومين على الأقل عمال و مستخدمي الإنعاش المحرومين من أبسط الحقوق في وقفات احتجاجية أمام مندوبية الإنعاش بالعيون / الصحراء الغربية للمطالبة بكامل حقوقهم المغتصبة، و التي تتماهى السلطات المغربية في طرد و إقصاء العديد منهم غير مبالية بطرفهم الاجتماعية الصعبة و القاهرة.

و دخلت مواطنتان صحراويتان منذ 09 ماي / أيار 2011 في إضراب مفتوح عن الطعام بالساحة المقابلة لمقر ولاية العيون / الصحراء الغربية للمطالبة بتحسين وضعيتهما الاجتماعية ، باعتبارهما يعانيان من الحرمان و الإقصاء بعد أن تحديهما كل الحواجز الحديدية الخاضعة لمراقبة الشرطة و عناصر القوات المساعدة ، الذين يفرضون طوقا أمنيا و لا يتركون أي أحد بالتوجه إلى مقر ولاية العيون / الصحراء الغربية ، خوفا من الوقفات الاحتجاجية و الاعتصامات داخل المقر المذكور .
و جرت بتاريخ 05 ماي / أيار 2011 وقفة احتجاجية سلمية أمام منزل عائلة الطفل الصحراوي القاصر " عابد أبو جهاد " (11 سنة) بحي الفتح بالعيون / الصحراء الغربية ، و الذي تعرض للتعذيب و سوء المعاملة و محاولة الاغتصاب من قبل دورية تابعة للشرطة ، بإشراف من العريف " محمد الحسوني " ، الذي بات اسما يتردد على لسان كل الضحايا الصحراويين و متضمن في أغلب الشكاوى المرفوعة للوكيل العام للملك بمحكمة الاستئناف بالمدينة المذكورة منذ سنة 2006 دون إخضاعه للمساءلة و المحاكمة.

و بمدينة بوجدور / الصحراء الغربية ، تعرض بتاريخ 07 ماي / أيار 2011 المعطلون الصحراويون و أغلبهم من خريجي التكوين المهني للاعتداء من قبل عناصر الشرطة المغربية ، و هو ما أسفر عن حدوث عدة إصابات متفاوتة الخطورة في صفوف المتظاهرين ، الذين و رغم القمع الممارس ضدهم يظلون يواصلون أشكال عدة من الاحتجاج السلمي بمختلف أحياء المدينة.

و بمدينة طرفاية / جنوب المغرب يخوض منذ يومين على الأقل مجموعة من المجازين المعطلين اعتصاما مفتوحا بالشارع الرئيسي للمدينة للمطالبة بحقوقهم في التوظيف و العيش الكريم ، منددين بالتهميش و الإقصاء الذي يطالهم.

و أمام مقر عمالة مدينة الطانطان / جنوب المغرب أعطيت أوامر منذ حوالي 03 أسابيع لقوات المساعدة و لعناصر الشرطة بمنع أي مواطن من الولوج إلى مقر العمالة بعد اعتصام عدد من المعطلين الصحراويين داخلها و اعتصام مجموعة من الفئات خارجها ، و التي لجأت إلى المبيت قبالتها ، و تحديدا أمام مقر مندوبية وزارة التجهيز للمطالبة بحقوقها في التشغيل و الاستفادة من كامل حقوقها و مطالبها العادلة و المشروعة.

و تخوض مجموعة من المواطنات و المواطنين الصحراويين وقفات احتجاجية و اعتصام سلمي أمام مقر المقاطعة الخامسة بمدينة كلميم / جنوب المغرب منذ أكثر من شهرين، و الذي توج بإضرابات إنذارية و مفتوحة عن الطعام للمطالبة أيضا بتوفير الحقوق الاجتماعية و الاقتصادية و ضمان الحق في الشغل و العيش الكريم ، كما تعرف المحطة الرئيسية للمدينة وقفات احتجاجية سلمية أخرى مماثلة إلى جانب الاعتصام السلمي للمعطلين الصحراويين أمام الولاية ، و الذين تعرضوا خلاله أكثر من مرة للمضايقات و تدخل السلطات المغربية من أجل تفريقهم و إجلائهم نهائيا عن مكان اعتصامهم حسب ما أفادت به اللجنة الصحراوية للدفاع عن حقوق الإنسان بكلميم / جنوب المغرب في مجموعة من التقارير و البيانات.

و شهدت مدينة آسا / جنوب المغرب مجموعة من المسيرات السلمية للمواطنين الصحراويين من مختلف

الشرائح المنددة باغتيال الطالب الصحراوي " حمادي هباد " و المطالبة بإجراء تحقيق عادل و نزيه حول هذه القضية.

و صلة بذات الموضوع ، نظم الطلبة الصحراويون بالحي السويسي 01 وقفات احتجاجية سلمية و إضرابات عن الطعام تضامنا مع الطلبة الستة المعتقلين بالسجن المحلي رقم 02 بسلا ، بالتزامن مع اغتيال الطالب الصحراوي " حمادي هباد " و الاعتداء بالسلاح الأبيض على رفيقه " بوجمعة بوثميت " ، مطالبين بالإفراج الفوري عن الطلبة المعتقلين و كافة معتقلي الرأي الصحراويين.



← اشطاري فالصحراء

أخبار

اعتصام ضحايا الاختفاء القسري يطالبون بإدماجهم

طالب ضحايا الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي بالصحراء المعتصمين منذ 15 يوما بمقر المكتب الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بالتسريع بتنفيذ إجراءات الإدماج الاجتماعي والعمل على رفع الحيف والتهميش الذي وقع في حقهم، ودعوا لتوفير دخل قار للضحايا وذوي الحقوق. واستنكر المعتصمون «التمييز الذي طال ملفات الضحايا الصحراويين، وتفشي المحسوبية والزبونية في تطبيق الإدماج الاجتماعي»، مؤكدين عزمهم «خوض خطوات نضالية تصعيدية

لرفع الحيف الممارس ضدهم». وأكد المعتقل السابق السالك بزيد أنهم اضطروا بعد 18 شهرا من اللقاءات والحوارات للاعتصام من أجل دفع المسؤولين لتحقيق مطالبهم. ومن جهته أوضح محمد سالم الشرفاوي، رئيس المكتب الجهوي للمجلس، أن «محمد الصبار، الأمين العام للمجلس، عبر عن انخراط المجلس من أجل إيجاد حلول، وأنه لضمان تدبير مشرف للملف، لا بد من منح المجلس حيزا زمنيا كافيا للقيام بعمله». وأوضح رئيس المكتب الجهوي، أن الصبار تعهد أيضا بإيجاد حلول

يذكر أن عدد الضحايا وذويهم الذين استمعت لهم اللجان الإقليمية يصل إلى 458 شخصا، منهم 323 في العيون، و104 حالات في السمارة، و14 حالة في الداخلة، و11 في بوجدور، و6 حالات في الطرفاية. ■

استعجالية للفئات الهشة من خلال التدخل لدى السلطات المحلية. وقد رفض المعتصمون، بحسب صالح الزيفيم، أحد المختطفين لمدة 12 سنة بالمخيم السري قلعة مكونة، المقترح لكونه «جاء متأخرا، وأنهم جميعا بمثابة حالات مستعجلة».

Revue de Presse du Conseil Natu

ضحايا الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي بالصحراء يهددون بالتوجه نحو مقر

المينورسو

أضيف في 09 ماي 2011 الساعة 13 : 17

الصحراء الآن:العيون

لازال ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان بالصحراء (قلعة مكونة، اكدز، العيون، الحالات الفردية وذوي الحقوق) معتمدين داخل مقر الفرع الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الانسان بالعيون ولاكثر من اسبوعين حيث يعانون من التهميش الممنهج بشتى اشكاله وكان الامر لايعني مسؤولي المجلس من اجل تركيع الضحايا واطالة معاناتهم بعد رفضهم الحلول الترقيعية المجحفة، وبناء على هذا، أصدرت المجموعة بيان للرأي العام، استنكرت من خلاله التهميش الممنهج ضد الضحايا الصحراويين المعتمدين بمقر فرع المجلس الوطني لحقوق الانسان بالعيون،

كما ندد البيان ذاته بالتعتيم الإعلامي من طرف الصحافة ووسائل الاعلام، و أعلن مصيغو البيان الذي يحمل رقم 3 إعلانهم عن التحاق عائلات الضحايا بهم كخطوة نضالية للمشاركة في الاعتصام المفتوح، مؤكداً على خوض خطوات نضالية تصعيدية تتجلى في اضراب عن الطعام، مطالبين في نفس الوقت من المنظمات الحقوقية المحلية والدولية القيام بزيارات ميدانية لمكان الاعتصام للوقوف على الحالة الانسانية للمعتصمين وجسامة الحيف الممنهج عليهم، مناشدين الضحايا وذويهم وذوي الحقوق من اجل المشاركة في مسيرة سلمية الى مقر بعثة المينورسو من اجل العدالة الاجتماعية، وطالبوا من الاتحاد الاوربي بالتدخل الفوري من اجل استفادة الضحايا الصحراويين من دعم برنامج العدالة الانتقالية، وفي الأخير ناشد البيان نفسه كل الضمانات الحية والغيورة على احترام حقوق الانسان من هيئات حقوقية واعلامية مؤازرتنا في معركتنا الحقوقية من اجل انتزاع حقوقنا المشروعة كاملة

ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالصحراء المجموعات المتفرقة والحالات الفردية تندد بالمماثلة و

أضيف في 08 ماي 2011 الساعة 47 : 02



الصحراء الآن: العيون

توصلت جريدة "الصحراء الآن" ببيان من ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالصحراء المجموعات المتفرقة، البيان ذاته ندد بما أسماه بـ: المماثلة" في حل مشاكل هؤلاء، كما جاء في البيان رقم واحد، أن المجموعة سوف تتثبت بحقوقها المشروعة

بيان رقم 01

إن الاهتمام بالدفاع عن الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية يرتكز على مبدأ الشمولية وعدم قابلية حقوق الانسان للتجزئة، حيث أن الاحترام الفعلي والحقيقي لهذه الحقوق يستوجب احترامها في كل المجالات السياسية والمدنية والاجتماعية والثقافية، كما يستوجب احترام الحقوق الفردية والجماعية.

ونحن كضحايا نستند على المرجعية الدولية الكونية في مجال الدفاع عن حقوق الانسان وبالخصوص على الاعلان العالمي لحقوق الانسان، والعهد الدولي حول الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، حيث أن حقوق الانسان هي ضمانات قانونية عالمية تحمي الأفراد والمجموعات . وبما أنها لا تشتري ولا تكتسب ولا تورث فهي واحدة لجميع البشر لا يمكن التنازل عنها أو انتزاعها فليس من حق أحد أن يحرم شخصا من حقوقه .

وعليه لازال ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان المجموعات المتفرقة والحالات الفردية بالصحراء يفتقرون لأبسط وسائل الحياة اللائقة بكرامة الانسان والمتعارف عليها دوليا. وذلك نتيجة التهميش الممنهج من طرف الدولة المغربية .

وبناء على التجارب الدولية في طي ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان تعتبر التجربة المغربية في هيئة الانصاف والمصالحة معانات حقيقة ممنهجة في حق الضحايا.

وعلى هذا الأساس قرر الضحايا استئناف الوقفات الاحتجاجية السلمية أمام مقر المجلس الوطني لحقوق الانسان فرع العيون، وذلك بعد الحوار الذي دام لأكثر من سنة ولم يسفر عن أية نتيجة.

وانطلاقا من الوضعية المزرية والالسانية التي يعيشها الضحايا نعلن مايلي :

- تنديدنا بالمماثلة وعدم جدية الحوار.
 - تشبثنا بحقوقنا المشروعة التي تكفلها كل المواثيق الدولية.
 - رفضنا استغلال معاناتنا اعلاميا.
 - استنكارنا لما يتعرض له الطلبة الصحراويين في المواقع الجامعية.
 - تضامننا مع كافة الفئات المتضررة بالمنطقة.
- وأخيرا نناشد المنظمات والهيئات الحقوقية المحلية والدولية بالتدخل لدى الدولة المغربية من أجل تحقيق مطالبنا المشروعة

ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق النسان بالصحراء

المجموعات المتفرقة والحالات الفردية

المقصيين من الادمج الاجتماعي / خارج الحيز الزمني

إمضاء

هداوي أمبارك SH 52523

عبدا لسلام لفقير SH 98122

اعتصام مفتوح داخل مقر مجلس حقوق الانسان بالعيون
أضيف في 03 ماي 2011 الساعة 56 : 15



الصحراء الآن: العيون

تخوض مجموعة ضحايا الانتهاكات الجسمة لحقوق الإنسان بالصحراء، إعتصام مفتوح، بمقر مجلس حقوق الإنسان بالعيون، حيث عرف الملف المطالب لهذه الشريحة التي تعتبر من بين الفئات المهمشة بالمدينة التي تناضل منذ أزيد من سنوات من أجل الرفع التهميش و الحيف عن ملفهم التي تتبناه الإدارة الجهوية لمجلس حقوق الإنسان بالعيون.

حيث توصلت "الصحراء الآن" ببيان عن المجموعة التي تخوض اعتصام بمقر المجلس.

نصل البيان :

العيون 22 ابريل 2011

بيان

إنطلاقا من المادة الثانية للإعلان العالمي لحقوق الانسان يخوض ضحايا انتهاكات الجسمة لحقوق الانسان بالصحراء اعتصاما مفتوحا بمقر فرع المجلس الوطني لحقوق الانسان بالعيون احتجاجا على التمييز الممنهج ضد ضحايا الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي وذوي الحقوق بالصحراء من حيث استثناء الضحايا الصحراويين، وممارسة المحسوبية والزبونية في تطبيق توصية هيئة الانصاف والمصالحة المتعلقة بالادماج الاجتماعي الصادرة منذ سنة 2005 والتي تعرف مماثلة ممنهجة من أجل اذلال الضحايا بنية مبيتة على الإنتقام وهذا يبرهن عن أكذوبة طي صفحة الماضي. وبناء عليه نعلن للرعي العام مايلي:

- ١) استنكارنا للتمييز الممنهج ضد الضحايا الصحراويين
- ٢) تنديدنا بالمحسوبية والزبونية الممارسة في تطبيق الإدماج الاجتماعي
- ٣) شجبنا لوجود فرع وهمي لمجلس حقوق الإنسان بالصحراء
- ٤) تأكيدنا على خوض خطوات نضالية سلمية تصعيدية من أجل رفع الحيف الممارس ضد الضحايا

الصحراويين
وفي الاخير نناشد كافة المنظمات والهيئات الحقوقية والمحلية والدولية مؤازرتنا من أجل القضاء على
الميز العنصري الذي يساهم في مصادرة حقوقنا.
عن ضحايا الإنتهاكات الجسيمة
لحقوق الانسان بالصحراء

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

تعنيف نساء بالعيون

أضيف في 12 ماي 2011 الساعة 39 : 10



صحراء بريس / العيون

استقبل قسم المستعجلات بمستشفى الحسن بن المهدي بالعيون بعد ظهر يوم الأربعاء 11 ماي الجاري عدد من النساء الصحراويات قلن بأنهن تعرضن للتعنيف من طرف مختلف قوات الأمن من الدرك الملكي والقوات المساعدة أثناء محاصرتهم على بعد 6 كلم شمال العيون، ثم أثناء عودتهن الاضطرارية إلى العيون حيث بها كن في طريقهن إلى فرع المجلس القروطي لحقوق الانسان للاحتجاج أمام مقره قبل أن تمنعهن عناصر الأمن بزي مدني وتعرضهن للتعنيف حسب قولهن.

إحتجاج كنيديلف

تعرض عدد من النساء
للتعنيف من طرف
قوات من الدرك الملكي
والقوات المساعدة. بعد أن
بادرن إلى النزوح للضواحي
الشمالية لمدينة العيون
يوم الأربعاء 11 ماي الجاري.
في خطوة احتجاجية على
ظروف معيشتهن.

واستقبل قسم
المستعجلات بمستشفى
الحسن بالمهدي. النساء
اللائي اختلقت إصاباتهن.
بعد أن كن عائدات من
منطقة «كنيدلف» في
طريقهن إلى فرع المجلس
الوطني لحقوق الإنسان. ■

معطل صحراوي بالسمارة ينتظر انصافه قضائيا من مسؤولين تسببوا في تهشيم ركبته

أضيف في 15 ماي 2011 الساعة 17 : 15

صحراء بريس / السمارة

مازال المعطل السالك بداد (الصورة) ينتظر إنصافه قضائيا بعد ان وضع شكايته لدى الوكيل العام للملك بمحكمة الاستئناف بالعيون منذ تاريخ 18 مارس 2011, ضد كل من باشا مدينة السمارة وضد قائد مجموعة القوات المساعدة بالسمارة و عنصرين من الأمنيين المعروفين بكره أي شيء اسمه صحراوي , يتهمهم فيها بالوقوف وراء خلع كتفه و تهشيم ركبته وإصابات مختلفة بجسمه, أثناء التدخل الأمني على المعطلين بمدينة السمارة بتاريخ 25 فبراير 2011 امام مسجد الحسن الاول حيث كانوا في وقفة سلمية .

ورغم مراسلاته و إيداع شكاية لدى المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالعيون الا ان الوضع بقي على ما هو عليه في استمرار فاضح لسياسة حماية المتنفذين و المستبدين وضرب بعرض الحائط مضامين المبادرات الملكية الداعية الي العدالة الاجتماعية وسواسية الجميع تحت مظلة قضاء عادل ونزيه. ويتساءل متتبعي هذا الملف ألم يحن الوقت لتوديع سنوات الرصاص و هضم الحقوق و حماية المتنفذين و المستبدين؟

متى سيلعب المجلس الوطني لحقوق الإنسان دوره الذي يبني عليه آمال كبيرة كثير ممن اغتصبت حقوقهم؟

صور الضحية :



Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme